

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 258. — 30 OCTOBRE 1965

Les syndicats et l'élection présidentielle

par Maurice COMBES
(Page 4.)

CONTRE UN BUDGET DE CHOMAGE ET D'INÉGALITÉ SOCIALE

*L'intervention de Tanguy-Prigent
(député du Finistère) à l'Assemblée Nationale* (p.7)

CONGRÈS RADICAL : TRADITION RESPECTÉE

(Page 3.)

ACCRA : le Tiers monde devant les difficultés

par Claude GLAYMAN (Page 9.)

Les universités américaines contre la guerre du Vietnam

par Benoit RAYSKI (Page 5)

A PROPOS D'UN PROCES

par Pierre Vidal-Naquet

(Page 12.)

L'apartheid à Aubervilliers

Une interview de Gabriel Garran

(Page 10.)

VIENNE

Première réunion Rhône-Alpes du P.S.U.

Les responsables des fédérations départementales du P.S.U. de la région Rhône-Alpes ont tenu, le dimanche 24 octobre, à Vienne, leur réunion trimestrielle. Étaient représentés : l'Ain, l'Isère, la Drôme, la Loire, la Savoie, le Rhône, l'Ardèche, la Haute-Loire, la Haute-Savoie étaient excusés.

Les délégués ont procédé à un tour d'horizon sur la situation politique à six semaines des élections présidentielles. Ils ont examiné les dispositions à prendre pour faire connaître largement l'attitude définie le 17 octobre par le Conseil national du parti.

Pour marquer son opposition au régime gaulliste, qui sert les intérêts des grands industriels et des milieux d'affaires plus que ceux des travailleurs et de la masse des citoyens, le P.S.U. appellera à voter, le 5 décembre, pour F. Mitterrand. Mais regrettant qu'au-delà d'une coalition électorale, un accord de fond n'ait pu être conclu entre les forces de gauche sur cette candidature, le parti mènera sa propre campagne pour sensibiliser l'opinion publique à la nécessité d'opposer au régime un programme commun de la gauche, représentant une

véritable alternative au gaullisme, et un engagement sur l'avenir : assez solide pour empêcher tout retour à un régime de type « IV^e République ».

Les responsables fédéraux ont ensuite échangé des informations sur les réalisations des élus municipaux et des équipes qui leur apportent une aide technique, dans les différents départements.

Ils ont enfin procédé à la mise au point de travaux communs sur le plan régional :

— édition d'un tract d'information sur le P.S.U. et ses objectifs ;

— réunions de formation politique et économique des militants et sympathisants ;

— réunions régionales d'étude sur les problèmes de la Santé publique, et sur l'économie de la région Rhône-Alpes ;

— organisation de l'action du parti en direction des jeunes.

La prochaine rencontre régionale des responsables fédéraux a été fixée au dimanche 6 février à Lyon.

COURRIER DES LECTEURS

Abonnements à « T.S. »

Deux exemples à suivre

Ma femme et moi-même, étant abonnés d'office, en qualité de membres du P.S.U., à Tribune, et n'ayant pas besoin chacun d'un exemplaire du journal, je te serais reconnaissant de bien vouloir servir mon abonnement à la personne ci-après :

A cet effet, pour les frais, je joins les 0,50 F prévus pour changement d'adresse.

D'autre part, ma femme avait un abonnement en cours et elle déclare, par cette présente, y renoncer au profit de Tribune Socialiste.

Michel et Marie-Louise Hébert,
19, place Henry-Dunan,
Strasbourg.

A la suite de la décision du congrès d'inclure l'abonnement à T.S. dans le prix de la carte, nous recevons, ma femme et moi, deux exemplaires du journal. Or, si je suis tout à fait disposé à aider le parti en payant deux abonnements, je n'ai que faire du second exemplaire. Je vous propose donc de cesser de m'envoyer celui dont je joins la bande et de le servir pour trois mois à :

ainsi qu'à deux autres personnes dont je communiquerai l'adresse dès que j'aurai pu m'en assurer.

Si quatre abonnements de trois mois vous reviennent plus cher qu'un seul d'un an, prévenez-moi, je vous paierai la différence.

Bien cordialement,
D. Rigal,
La Ville-Jouan, Châteaulin, 29 S.

SECTION GRANDES ÉCOLES

Stage à Poissy

La section grandes écoles de Paris avait décidé, l'année dernière, d'organiser un stage de rentrée pour reprendre contact avec les sympathisants. Ce stage, qui s'est passé à Poissy pendant le week-end, a rassemblé, pendant deux jours, une moyenne de trente participants venant de Centrale, des Arts et Métiers, de H.E.C., de Sup-Elec, ainsi que de l'E.P.F., de H.E.C.J.F. et de l'EN.S.E.T.

Les sujets abordés au cours de cette rencontre furent divers et le stage aurait pu manquer d'unité, mais l'organisation fut faite en tenant compte d'innovations quant à la réflexion de groupe. Cette expérience, qui semble réussie, permet une participation plus active et évite les inconvénients du cours magistral.

En effet, après la présentation générale du déroulement du stage, les participants se répartirent en groupes de travail qui examinèrent le même sujet, puis après un rapport de chaque groupe devant l'ensemble du stage, la synthèse était faite au cours d'une discussion avec un res-

ponsable national, permettant de donner des indications nouvelles et de replacer les conclusions des groupes dans une vision plus claire du sujet abordé.

C'est ainsi que furent abordés, pendant ces deux jours, les problèmes qui se posent aux ingénieurs socialistes, la situation de la gauche en Italie, avec Gilles Martinet, et la signification politique du P.S.U., avec J. Tercé, membre du S.N.E.

Il était bien évident, et nous en étions conscients au départ, que les questions abordées ne seraient pas épuisées. Mais ce stage aura eu le mérite de permettre une prise de contact avec les problèmes qui se posent aux ingénieurs, de même qu'il aura eu le mérite non d'achever la discussion, mais de l'ouvrir. En tout cas, le succès de ce stage montre l'existence, dans les écoles parisiennes, d'un courant de renouveau favorable aux thèses que nous défendons.

Georges Magnin.

Les chefs-d'œuvre des EDITIONS SKIRA à la portée de tous

LA PEINTURE FRANÇAISE DE FOUQUET AU XIX^e SIÈCLE

L'éloge des impressions suisses n'est plus à faire ni surtout celui des célèbres Editions SKIRA dont le nom est synonyme d'exactitude scrupuleuse et de haute qualité artistique. Or SKIRA vient d'élever, en 3 magnifiques volumes dont le texte est dû à trois éminents spécialistes, un monument à la gloire de la Peinture Française, souvent moins connue - même en France - que la peinture italienne ou hollandaise. Que de révélations contiennent ces luxueux volumes de grand format (25 x 35), reliés pleine toile sous jaquette en couleurs ! 323 reproductions en couleurs, si parfaites qu'on s'étonne de ne pas sentir sous le doigt le grain de la toile, illuminent cette Histoire de notre peinture, qui réunit enfin des œuvres éparpillées dans les Musées et les collections privées du monde entier, de POUSSIN à CEZANNE et à SEURAT, de la modération frémissante des primitifs au triomphe de la lumière : l'Impressionnisme.

Vous en jugerez vous-même en demandant à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, de vous envoyer une documentation gratuite ou mieux, les volumes eux-mêmes, pour examen, franco avec droit de retour dans les cinq jours. Vous ne courrez ainsi aucun risque et vous serez sûr, en mettant dès aujourd'hui à la poste le bon ci-dessous, de bénéficier des conditions exceptionnelles que peut vous garantir pendant 15 jours la Librairie PILOTE en vous offrant l'ensemble des trois volumes contre 12 mensualités de 36 F (ou 3 de 135 F, ou 396 F comptant).

L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

La plus belle histoire de la peinture française... Il faut la lire à loisir en admirant à chaque page la qualité des reproductions en couleur... une qualité hors de pair (Ecole Libératrice) - Série magistrale (Information) - Excellentes reproductions (Le Figaro) - Un beau travail (Lettres Françaises) - ...passionnant (Réforme) - ...somptueusement présenté (Aux Écoutes) - Nous ne pouvons qu'en louer la richesse d'information historique, la clarté, la qualité critique et la qualité technique (L'Express) - Illustration très brillante... texte solide (Nouvelles Littéraires) - Skira, "l'imagination" de notre temps (Preuves) - Qualité du texte, beauté des reproductions, cet ouvrage satisfait l'historien de l'art et l'homme de goût (Réforme) - Un enchantement (Connaissance du Monde) etc, etc...

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 22, rue de Grenelle, PARIS-7^e T.S. 10 (valable seulement pour la France Métropolitaine).

Veuillez m'adresser pour examen gratuit LA PEINTURE FRANÇAISE DE SKIRA en trois volumes. Si je ne vous renvoie pas dans les cinq jours les trois volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai : en 12 mensualités de 36 F, en 3 mensualités de 135 F, comptant : 396 F.

Je préfère que vous m'adressiez seulement une documentation gratuite sans engagement de ma part.

Nom..... Profession.....

Adresse.....

..... Signature.....

N° de C.C.P. ou bancaire.....

Souscription pour les élections présidentielles Vers les 20.000 francs

Pendant cinq semaines, le P.S.U. doit, à travers la France, présenter son programme, tenir des meetings, diffuser brochures et affiches.

POUR ABATTRE LE GAULLISME

Pour faire triompher la démocratie socialiste

● AIDEZ LE P. S. U.

VERSEZ à Louise Lemée, C.C.P. Paris 464.125

Un P.S.U. à l'honneur

Notre excellent camarade Charles Brabant, Président honoraire des Archives de France, vient d'obtenir le Grand Prix littéraire du Conseil général de la Seine.

Qu'il reçoive nos plus cordiales félicitations.

Ceux de nos lecteurs qui ont eu la joie de lire ses œuvres, notamment « Le Roi dort », « Irène Soubeyran », « La Guerre à Paris », « Le Métier d'écrivain », « Le Secret d'Anatole France », « Félix Faure à l'Elysée », « Petite histoire de la Tour Eiffel » (née, comme lui en 1889) et la plus récente, pleine d'aperçus politiques clairvoyants, « Un Bourgeois sous trois Républiques », se réjouiront particulièrement de cette distinction.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
68-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Directeur adjoint : GERARD CONSTANT

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

● Administration :

54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20

● Rédaction :

81, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél. : FON 22-60

● Publicité :

Geneviève Mesguitche
6, Avenue du Maine
Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F

1 an 35 F

Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Le nouveau plébiscite

Si de Gaulle est à nouveau candidat, il n'y aura pas le 5 décembre une élection, il y aura un plébiscite.

Interrogez les maires des petites communes, demandez leur avis aux cadres syndicaux, questionnez les responsables des organisations paysannes. Ils vous feront tous la même réponse. « Si de Gaulle n'est pas candidat, nos attaques contre le régime porteront. Mais s'il le présente, nous ne pouvons plus rien garantir. On votera pour ou contre lui. »

C'est là, a dit François Mitterrand, une preuve de la faiblesse du système. De Gaulle est obligé d'affronter personnellement la bataille car il n'est pas assuré de faire élire un de ses hommes. Sans la présence de son chef la position de l'U.N.R. serait diablement compromise. La réflexion est pertinente. Mais elle ne doit pas nous masquer l'autre aspect de la réalité politique française.

CAR ce qui frappe presque autant que le caractère plébiscitaire de la consultation du 5 décembre, c'est le fait que les candidats qui s'opposent à de Gaulle — aussi bien Mitterrand que Lecanuet — ne remettent pas radicalement en cause le régime qu'ils dénoncent.

De la Constitution de 1958 on critique surtout le mauvais usage qui en a été fait et on souligne la nécessité de réviser quelques-uns de ses articles. Des équipes au pouvoir on dit qu'elles sont composées de courtisans et d'intrigants. De la politique économique qu'ils poursuivent on déclare qu'elle ne tient pas suffisamment compte des souffrances du peuple. De la diplomatie du général de Gaulle, on ajoute, qu'elle est inutilement agressive à l'égard des États-Unis et trop négative à l'égard de l'Europe.

Tout cela est d'un ton vigoureux et combatif, mais que peut en retenir la masse des électeurs ? Que les différentes oppositions sont incontestablement contre les excès du pouvoir personnel, mais que leur éventuel victoire n'apporterait aucun bouleversement fondamental. Il n'y aurait ni institutions nouvelles, ni nouvelles natio-

nalisations, ni grandes réformes de structure, ni changements majeurs dans le système des alliances internationales. Dès lors beaucoup de Français en viennent à penser qu'il s'agit bien davantage de désigner un homme que de choisir une politique.

CETTE attitude prise par la majeure partie de l'opposition est au fond très compréhensible. Il n'y a, en effet, que deux manières de s'opposer radicalement au régime gaulliste. La première consiste à dire : « Nous souhaitons revenir au système politique qui a été celui de la France sous la III^e et IV^e République. ». La seconde conduit à se prononcer en faveur d'une démocratie de caractère socialiste. Chacun sait que c'est la solution que nous mettons en avant en pensant qu'elle est non seulement la meilleure mais finalement la plus réaliste et la plus efficace à partir du moment où l'on est capable de démontrer que cette démocratie socialiste est parfaitement adaptée au développement de la société industrielle moderne.

Mais la plupart des leaders politiques ne raisonnent pas comme nous. Ils n'osent pas dire qu'ils sont pour un retour au passé et ils sont soit hostiles soit sceptiques quant à l'éventualité d'une solution socialiste. Les voilà donc amenés à recourir à la vieille tactique électorale pratiquée notamment par la plupart des partis de la social-démocratie européenne, et qui tend à gagner des voix en s'alignant sur le centre, en rassurant le « marais ». La difficulté de son application dans la France de 1965 vient de ce que celle-ci ne vit plus dans un cadre politique démocratique et que le « marais » est, qu'on le veuille ou non, tout simplement gaulliste.

C'EST parce que nous avons conscience de cela que nous avons décidé d'exprimer dans cette campagne un point de vue qui diffère sensiblement de celui des organisations traditionnelles mais qui rejoint, nous en sommes sûrs, celui d'un nom-

bre de plus en plus important de militants de la gauche française.

Nous parlerons et nous agirons en tant que partisans d'une opposition radicale au gaullisme, d'une opposition qui ne craint pas d'évoquer l'abrogation de la Constitution de 1958, la nationalisation des pôles de domination, la réorganisation du système du crédit, le désengagement à l'égard des blocs militaires, d'une opposition qui cherche à définir les moyens pratiques susceptibles d'assurer la planification démocratique, de transformer les méthodes de gestion du secteur public et de réaliser la réforme agraire.

On nous dira que ces thèmes ne toucheront encore qu'une minorité d'électeurs. C'est évident. Mais ces électeurs compteront beaucoup pour la suite et, de toute manière, il n'y a que le P.S.U. qui puisse leur donner les raisons de bien voter le 5 décembre.

Nous leur dirons, en effet, qu'il n'a pas dépendu de nous que la bataille livrée actuellement contre le gaullisme soit autre chose qu'une action défensive, mais que les batailles défensives ont souvent une grande importance pour l'avenir. Que de Gaulle fasse moins bien qu'en 1958, personne n'en doute ; qu'il soit en dessous de ce qu'il a obtenu au référendum de 1962, c'est moins certain, mais voilà aussi le but qu'il faut s'efforcer d'atteindre. Car quelle que soit la conception que l'on ait de l'après-gaullisme, il est essentiel que soit contesté par le plus grand nombre possible de citoyens le mécanisme plébiscitaire mis en marche par le régime.

C'est pourquoi tout en montrant nettement l'ampleur de la divergence qui nous sépare de François Mitterrand nous n'hésitons pas à appeler à voter pour lui. Il serait indigne de nous de marchander ce vote ou encore de créer l'illusion que cette candidature pourrait, grâce à nos efforts, changer de nature et de contenu. Nous regrettons le choix qui nous est imposé. Mais le choix est là et il est très simple. Il serait lâche de s'y dérober. De Gaulle ou Mitterrand. Contre le plébiscite nous répondons Mitterrand.

Gilles Martinet.

VIE POLITIQUE

La fausse unanimité des radicaux

Le 62^e congrès national du parti radical-socialiste n'a point failli à la tradition chère au vieux parti valloisien.

Pour sauvegarder l'unité apparente du parti, les congressistes ont voté unanimement un texte qui donne satisfaction à tout le monde.

Les radicaux « recommandent de soutenir la candidature de François Mitterrand » tout en appréciant « la portée et la valeur de la candidature de Jean Lecanuet ».

Ce qui en clair a deux significations : 1^o : Parce qu'il se veut à gauche et qu'à Lyon 75 pour cent environ des congressistes étaient partisans du député de la Nièvre, le parti radical décide officiellement de soutenir Mitterrand ;

2^o : Parce que les radicaux répugnent à toute discipline et veulent garder une porte ouverte sur le libéralisme et les accords avec le M.R.P., et les partis du centre, le parti radical laisse toute liberté individuelle de vote à ses militants.

On peut, à l'analyse de cette décision, parler de « nègre blanc » ou de « chèvre-chou ».

On peut déplorer, une fois de plus, l'absence de toute discussion politique, de toute proposition de programme.

On peut regretter que le courant

de gauche qui a imposé l'un des siens, René Billères, à la présidence, n'ait pas osé aller plus loin dans l'affirmation d'une position politique non ambiguë.

Mais on ne peut qu'être attentif aux vraies raisons de cette fausse unanimité.

Le premier souci des radicaux a été de passer le cap des élections présidentielles sans prendre de risques.

Ce qui compte pour eux c'est, sur le plan local, de laisser leurs élus voter en fonction de leur électoral dans les limites de leurs meilleures alliances aux futures élections législatives.

Cette hypothèse-là a permis à Maurice Faure et à Félix Gaillard de neutraliser le courant de gauche des radicaux du Sud-Ouest et de l'Est, de ceux qui, dès le 13 mai 1958, ont lutté à nos côtés d'une manière claire et sans équivoque contre le régime gaulliste.

A ce sujet, l'entrée du parti radical dans la Fédération de la gauche démocrate et socialiste est significative. Bien des partisans du vote favorable à Mitterrand, émettent des réserves quant à leur présence avec la S.F.I.O. dans la Fédération. Ils souhaitent être associés avec la S.F.I.O. mais ils ne veulent pas être dominés par elle. Et leurs exigences sur ce point ne manqueront pas de poser, dès les élections présidentiel-

les, le problème de la structure interne de la Fédération.

Il est vrai que pour de nombreux radicaux, ceux représentés par Maurice Faure en particulier, rien ne



(Photo A.F.P.)

Billères : virage à gauche ?

dit que Guy Mollet ne partage pas leur orientation. Ils défendent la thèse selon laquelle, pour les pro-

chaines élections législatives, Guy Mollet cherchera, comme eux le proposent aujourd'hui, les plus larges alliances sur le centre droit afin d'assurer le maximum de chances à l'élection de candidats plus « démocrates » que « socialistes ».

Par conséquent, pensent-ils, la Fédération n'aura que peu de chances de survivre « à gauche ». Il est donc peu important de se battre pour ou contre une participation des radicaux. Attendons les événements. Ceux qui ne veulent pas se couper des socialistes et votent à gauche aujourd'hui... se retrouveront, à terme, d'accord avec ceux qui, souhaitant l'alliance de la S.F.I.O. et du centre, soutiennent Lecanuet aujourd'hui.

Et c'est dans la perspective d'une ouverture « au centre » de cette fédération que les radicaux ont souligné « qu'elle devait rester ouverte à toutes les formations et à tous les hommes de progrès ».

Une fois de plus nous constaterons que sans programme politique précis, toutes les alliances conçues en fonction des élections présidentielles n'auront que peu de chances de survivre dès le 6 décembre.

C'est à ce moment-là que nous saurons vraiment si la majorité de gauche du parti radical était accidentelle ou réelle.

Harris Puisais.

LES SYNDICATS ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Quelle que soit leur tendance ou leur sympathie pour tel ou tel candidat, la plupart des organisations syndicales évitent de prendre formellement position à l'occasion de l'élection présidentielle.

Seule la C.G.T. appelle à voter pour François Mitterrand. Rappelons que la centrale de la rue La Fayette s'était déjà prononcée pour le « non » au référendum de 1958, pour le « oui » en mai 1962 et pour le « non » au référendum qui, la même année, institua l'élection du Président de la République au suffrage universel.

Selon la résolution adoptée le 15 octobre par la Commission administrative de la C.G.T., « les prochaines élections présidentielles... permettront aux travailleurs de donner corps à leur mécontentement, à leur opposition renforcée du pouvoir des monopoles et d'affirmer leur volonté de faire triompher un régime démocratique ».

La résolution souligne que la C.G.T. « a souhaité voir se réaliser l'accord de toutes les formations démocratiques » sur « un programme commun » et « pour un candidat unique » et elle ajoute : « Dans cette perspective, elle considère comme un progrès le fait que les partis et organisations de l'opposition démocratique apportent leur appui à la candidature de François Mitterrand. »

Selon la C.G.T., il y a là un élément positif « pour les démocrates et plus particulièrement pour les travailleurs » qui doivent « renforcer leur union et hâter l'établissement d'un programme commun » pour lequel s'est prononcé le dernier congrès confédéral.

La résolution estime ensuite que « pour en finir avec la domination des monopoles », il faut procéder à de nouvelles nationalisations — dont Mitterrand n'a pas parlé — et « mettre en œuvre un véritable plan de développement économique et social démocratiquement contrôlé » (point que le candidat de la gauche n'a abordé que de façon fort vague).

A noter que Pierre Le Brun, secrétaire confédéral, a marqué son opposition à la consigne de vote pour Mitterrand, au nom de l'indépendance syndicale et en considérant que la candidature du député de la Nièvre « ouvrirait davantage une possibilité de retour à la IV^e République qu'une possibilité de caractère pleinement démocratique et par conséquent socialiste ».

Le Brun aurait voulu que la C.G.T. se contente de rappeler, à l'occasion de l'élection présidentielle, ses principales revendications et son programme, ainsi que ses positions en matière de politique internationale tout en respectant la liberté de choix de ses militants et de ses adhérents.

C.F.D.T. : critique du régime

C'est une position assez proche qu'a prise — au nom de la C.F.D.T. — Eugène Descamps dans un récent discours prononcé à Vierzon : « Il nous appartient, a dit Descamps, de faire connaître notre sentiment quant à nos exigences sociales, économiques, internationales, d'éclairer en syndicalistes le choix de nos adhérents ; il n'est pas de notre droit de dicter le vote de ceux-ci. »

Cependant le leader de la C.F.D.T. n'a pas caché que la centrale jugeait sévèrement le régime actuel : « Malgré la fin de la guerre d'Algérie, les aspects positifs de la décolonisation, l'élargissement des relations internationales de la France, c'est un jugement défavorable que nous portons sur le septennat. » Et il ajoutait : « Qu'il s'agisse des salaires, des prix, de notre niveau de vie, des catégories défavorisées, du logement, des dépenses improductives, du Pouvoir personnel, notre opposition de syndicalistes démocratiques est profondément motivée. »

Pourquoi, dans ces conditions, la C.F.D.T. n'appelle-t-elle pas à voter pour Mitterrand ? Tout d'abord, il est clair que les remous qui ont accompagné la « déconfessionnalisation » ne favorisent pas les prises de position politiques, « l'apolitisme » étant un des principaux chevaux de bataille

des scissionnistes. Il est significatif qu'au congrès de la « C.F.T.C. maintenue », le secrétaire général adjoint Bornard ait déclaré : « La politisation de tous les problèmes est un aveu d'impuissance pour le syndicalisme. »

Par ailleurs les dirigeants de la C.F.D.T. regrettent l'échec de Gaston Defferre qu'ils ont soutenu plus ou moins ouvertement. C'est ainsi qu'il faut interpréter le passage du discours de Descamps, à Vierzon, sur « la profonde déception que nous ont causée les jeux des hommes et des partis d'opposition ». Ajoutons que la candidature « centriste » du M.R.P. Lecanuet est encore venue compliquer les choses.

Toutefois, la gauche de la C.F.D.T. considère qu'un soutien à la candidature de François Mitterrand est le moyen pour elle de rallier définitivement le camp de la gauche laïque. Par exemple, la Fédération des Industries chimiques et la Fédération de la métallurgie apportent nettement leur appui au député de la Nièvre.

La question sera sans doute évoquée au prochain congrès confédéral mais il semble exclu que la majorité penche pour une consigne de vote en faveur de Mitterrand, les insuffisances de son programme économique et social n'étant pas de nature à soulever l'enthousiasme des syndicalistes.

Il n'est pas sans intérêt néanmoins de relever que la Fédération F.O. des industries chimiques, comme la Fé-



dération C.F.D.T., a pris position pour le candidat de la gauche. Compte tenu de la position de la C.G.T., toutes les organisations ouvrières se trouvent d'accord dans ce secteur où Maurice Labi, secrétaire général de la Fédération F.O., avait imaginé — contre l'avis de la C.F.D.T. — qu'une expérience d'unité organique pourrait être tentée.

F.O. : ne pas prendre position

En ce qui concerne la Confédération F.O., elle ne prendra pas position, comme d'habitude, en faveur d'un homme ou d'un parti. Mais là encore, l'hostilité des dirigeants et des militants à la politique gaulliste ne fait pas de doute. Au niveau des premiers, elle se manifeste en particulier à propos de l'Europe. A la suite de la déclaration radiotélévisée de Pompidou donnant le coup d'envoi à la campagne de de Gaulle, le bureau confédéral a observé « qu'il est contradictoire d'ironiser sur la pompidou miraculeuse que serait le Marché Commun alors que, selon le gouvernement lui-même, l'expansion française dépend pour une large part du développement de la Communauté européenne ». Et il ajoutait : « F.O. exprime sa vive inquiétude devant les réticences persistantes du gouvernement français pour l'application des engagements découlant des traités. »

A la C.G.C., où l'on a une position assez voisine sur l'Europe et où une candidature Pinay eût été bien vue, on ne prendra pas non plus position au nom de « l'apolitisme ».

Par contre, à la F.E.N., François Mitterrand bénéficie d'un préjugé largement favorable. Il n'en allait pas évidemment de même de Gaston Defferre lorsque ce dernier s'est rapproché du M.R.P. Au S.N.I., en particulier, on sait gré au député de la Nièvre de sa déclaration en faveur de la laïcité (même s'il n'a pas été jusqu'à évoquer la nationalisation de l'enseignement qui figure dans le programme du C.N.A.L.).

Venons-en maintenant aux organisations agricoles. Les dirigeants tradi-

tionnels de la F.N.S.E.A. auraient aimé que Pinay se mette sur les rangs, mais le C.N.J.A. — dont Yves Tavernier soulignait la semaine dernière la position originale sur la politique européenne — a contribué à faire échouer l'opération. Au Conseil d'administration du 16 septembre, les partisans de Pinay avaient été mis en minorité et une attitude de neutralité avait prévalu. Mais lors du récent Conseil national, l'aile droite et l'aile gauche de la Fédération, estimant que les déclarations de Pisani et de Couve de Murville confirmaient la pénalisation de l'agriculture, se sont mises d'accord pour une consigne de vote antigauilliste. Sans doute, la résolution adoptée par le Conseil précise que « les agriculteurs, dans un tel contexte et non pas seulement en fonction des considérations professionnelles mais — ajoute-t-elle de façon non ambiguë, pour qui sait lire — ils devront prendre leurs responsabilités en ayant pleinement conscience du fait qu'il serait parfaitement

incohérent de demander à leurs responsables syndicaux de combattre une politique qu'ils auraient paru approuver par leur vote. »

Il reste à savoir dans quelle mesure Mitterrand ou Lecanuet bénéficieront de cette prise de position, dans quelle mesure les agriculteurs suivront leurs dirigeants le 5 décembre.

On pourrait en dire autant des adhérents des centrales ouvrières dont les cadres, dans leur grande majorité, voteront pour François Mitterrand, le régime ayant échoué dans son opération de séduction auprès des centrales syndicales. A la base, la candidature du député de la Nièvre risque malgré tout d'apparaître — en l'absence d'un accord réel entre les partis qui le soutiennent — comme une opération politicienne.

Par ailleurs beaucoup de travailleurs même syndiqués ne sont-ils pas toujours sensibles au mythe gaulliste ? Nous le saurons le 5 décembre.

Maurice Combes.

EUROPE

| Le diktat

Le général de Gaulle a fixé les conditions dans lesquelles il accepterait de remettre le Marché commun sur les rails... après le 5 décembre.

Il l'a fait par la voix de son ministre des Affaires étrangères intervenant devant l'Assemblée nationale, l'autre mercredi. Et avec beaucoup plus de précisions que le général-président n'a jamais consenti à en donner lui-même.

● PREMIERE CONDITION : UNE REVISION DES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE.

De Gaulle exige que la Commission (l'exécutif du Marché commun, qu'il poursuit de sa harque et contre laquelle il reprend la vieille insulte du nationalisme intégral maurassien : apatride !) soit réduite au rôle d'administrateur passif et, de temps à autre, de comité des bons offices chargé de cuisiner des compromis.

De Gaulle exige qu'entre les six ministres composant le Conseil, la seule règle présidant aux décisions soit l'unanimité. Ainsi le président de la République française, qui n'admet chez lui qu'une autorité sans partage, d'essence monarchique, veut imposer à l'Europe une sorte de gouvernement d'Assemblée soumis au droit de veto : un gouvernement plus faible que n'importe quel cabinet de la IV^e République.

Telle est la conception gaulliste de l'Europe, à l'opposé d'une Communauté.

● DEUXIEME CONDITION : BAYER LES ACTUELS RESPONSABLES DU MARCHE COMMUN.

Toujours par la voix de M. Couve de Murville — dont on peut être assuré qu'il n'a pas proféré une seule idée personnelle à la tribune de l'Assemblée — de Gaulle a mis en cause les membres actuels de la Commission du Marché commun. Il est clair qu'il ne veut plus les voir. Ils sont sortis de leur rôle en tentant « d'imposer leurs vues », et — comble d'horreur — des vues politiques ! Diaboliques, ils se sont « obstinés ». Pour l'avenir, donc, on réclame des médiocres.

● TROISIEME CONDITION : LA CAPITULATION PREALABLE DES PARTENAIRES DE LA FRANCE.

De Gaulle exige, avant de reprendre la discussion avec les cinq partenaires de la France, un « accord politique ». C'est-à-dire une capitula-



(Photo A.D.P.)

Pas une idée personnelle.

tion préalable. Car il entend bien se présenter, en décembre, plus fort que jamais, en homme qui tirera argument de son élection au suffrage universel pour obtenir toutes les concessions et n'en faire aucune. Spaak, le ministre belge, l'avait prévu ; c'est pourquoi il s'était efforcé d'amener les autres partenaires à faire de tels sacrifices que le débat ait pu reprendre avant le 5 décembre. Maintenant il est trop tard. L'actuel président de la République française a mesuré encore mieux la volonté des cinq autres gouvernements de préserver à n'importe quel prix le Marché commun. Il peut en tirer l'idée que tous les chantages sont possibles.

Marc Vautier.

O.R.T.F.

| L'objectivité selon Peyrefitte

Dans une récente déclaration, M. Peyrefitte, sur qui pèse la lourde mission de veiller à la bonne information des citoyens, n'a pas caché sa satisfaction en constatant le fair-play des ondes françaises pour la future campagne présidentielle.

Dans aucun pays, a-t-il expliqué, le gouvernement ne fait la part aussi belle à l'opposition. Rendez-vous compte : deux heures d'antenne à la télévision pour chaque candidat, ce qui représente présentement dix heures pour l'opposition contre deux heures pour le candidat du régime. Il est évident qu'aux U.S.A., où la

compétition électorale n'oppose que deux candidats, dont les budgets électoraux sont sensiblement identiques, les temps d'émission achetés aux chaînes de radio et de télévision sont, eux aussi, pratiquement identiques ; quant à l'information diffusée par la presse parlée, elle ne peut s'exercer avec démesure, le gouvernement ne « contrôlant » aucune chaîne.

En Grande-Bretagne, inutile de rappeler le souci d'objectivité dont témoigne la B.B.C. en accordant, durant toute une législature, des durées

d'émission semblables aux représentants du gouvernement et à ceux de l'opposition. Et s'il n'en était pas ainsi, un véritable scandale secouerait la vénérable Chambre des Communes où chaque parti dispose d'un organisme de contrôle qui vérifie chaque jour le minutage des interventions politiques à la télévision.

Dans les démocraties scandinaves, tous les partis sont traités sur des bases égalitaires et le parti au pouvoir n'est, en aucune façon, un privilégié.

Après des dernières élections en Norvège, les six partis d'opposition disposaient, dans chaque débat radio-diffusé ou télévisé, de beaucoup plus de temps que le parti gouvernemental qu'ils attaquaient.

Et les exemples sont encore nombreux ; si M. Peyrefitte est vraiment mal informé, qu'il nous le dise ; c'est bien volontiers que nous lui indiquons les références à consulter.

Sans doute est-il utopique de penser que, comme en Allemagne, les ten-

nants du pouvoir se mettraient d'accord avec l'opposition pour fixer les dépenses de propagande à un niveau identique. Sans doute est-on obligé de constater que les débats politiques diffusés par la télévision sous forme de « Tribune libre » sont programmés en fin d'émission, supportent depuis de nombreuses années la punition qui vient d'être infligée au Sauteur Camember dont trop de téléspectateurs s'étaient plaints.

Sans doute doit-on continuer à remercier notre impétueux ministre de nous informer, cauteusement avec Benedetti, atomiquement avec les hommes des F.A.S. (24 heures avec les Forces aériennes stratégiques), silencieusement avec les spécialistes de l'autocensure du Journal télévisé, indigestement avec la propagande permanente que ne contrarie jamais l'opposition.

Le droit de réponse — qui serait, en l'occurrence, le droit à l'information — n'est ni reconnu ni toléré.

G. C.



(Photo A.F.P.)

Autre chose qu'une acné juvénile.

JEUNE RÉPUBLIQUE

Plus de clarté dans le regroupement de la gauche

Le Conseil national du Parti de la Jeune République, réuni à Paris le 24 octobre, a décidé d'approuver la candidature de F. Mitterrand. La consigne de voter pour le candidat de la gauche est claire, mais il est incontestable que les militants de la J.R. regrettent qu'aucun accord de programme ne soit intervenu entre les formations politiques qui soutiennent le député de la Nièvre.

Dans ces conditions, la réserve observée vis-à-vis de la « petite fédération » était inévitable et la motion votée à l'issue du Conseil national en est le reflet :

« ...Sans jeter d'exclusive à l'égard d'aucune des personnalités qui manifestent des convictions socialistes, la Jeune République considère qu'une

structuration de la famille socialiste ne saurait comprendre les traditionnels partisans d'une économie libérale qui maintiennent des liens permanents avec des formations du centre et de la droite.

« Le Parti de la Jeune République estime ne pas pouvoir adhérer à la Fédération de la Gauche démocrate et socialiste dont la charte constitutive ne précise pas avec une netteté suffisante les moyens d'établir une démocratie économique susceptible de succéder au régime des oligarchies technocratiques et financières dont le gaullisme est l'expression.

« Le Parti de la Jeune République entend poursuivre son action dans le sens d'un regroupement socialiste sans ambiguïté comme sans étroitesse... »

U.N.R.

La constance d'une habitude est d'ordinaire en rapport avec son absurdité (Proust)

Ils étaient 300 jeunes, étudiants pour la plupart, entourant une cinquantaine de moins jeunes, à participer la semaine passée à un débat organisé par l'Association des Jeunes pour la connaissance de l'Etat (1) sur le thème des élections présidentielles.

Autour du jeune président P. Lévy, étaient réunis, pour animer ce débat, notre camarade Jean Poperen, Alexandre Sanguinetti pour l'U.N.R. et Alfred Coste-Floret pour le Centre des démocrates.

La savoureuse intervention de représentant de la majorité au pouvoir fut un véritable festival. En passant, on condamna, sans chipoter le moins du monde, la notion d'équilibre des pouvoirs comme étant la « source de la paralysie gouvernementale ». On affirma, sans rire (mais les rires étaient dans la salle), qu'en politique, le Centre n'existe

pas en tant que tel ; « C'est la majorité gouvernementale qui représente le Centre, et si demain le P.C. arrivait au pouvoir, il deviendrait ipso facto le centre... » Relevons encore « avec la Constitution de 1958, on peut faire ce que l'on veut (2), un régime d'assemblée comme un régime présidentiel, tout dépend de l'homme qui sait en profiter... ». Le feu d'artifice était réservé à la conclusion de l'intervention du député U.N.R. qui, réfléchissant à haute voix, posa la question : « Durerons-nous ? Sans doute si la stabilité continue, on prendra l'habitude de nous voir. » Analyse irréfutable ! Il reste à souhaiter que ce pays prenne la bonne habitude de savoir en changer facilement.

(1) 13, rue Nèlaton, Paris (15^e).

(2) Exact. Chacun a pu s'en rendre compte à plusieurs reprises. N.D.L.R.

U.S.A.

La jeunesse communiste contre la guerre du Vietnam

Mais que veulent donc ces jeunes ? Le grand étudiant dégingandé et barbu, à la guitare nonchalante qui, dans les dessins du célèbre humoriste Pfeffer, noyait son père abasourdi sous un flot de réflexions où les bombardements au Vietnam et les « marines » à Saint-Domingue se mélangaient au néant sartrien et au libre arbitre de Thant, ne fait plus sourire les Américains. Il inquiète.

Il a fallu qu'à Berkeley (en Californie), à New York, à Washington et dans d'autres villes universitaires, dans d'autres milliers d'étudiants

descendent, il y a deux semaines, dans la rue, professeurs en tête, réclamant l'arrêt de l'intervention U.S. au Vietnam, pour que la Maison-Blanche se rende compte qu'il s'agissait d'autre chose que d'une simple poussée d'acné juvénile.

Ce mouvement qui avait commencé au printemps dernier dans les universités américaines bénéficiait jusqu'à maintenant de cette étiquette reconfortante. On affectait de ne voir que le côté folklorique de ces fameux « teach-in », longs et passionnés meetings où, entre deux boîtes de bi-

re, les étudiants mangeaient du Johnson et du Westmoreland (commandant des forces U.S. au Vietnam) ».

C'était, assurément, facile. Il y avait les pancartes « ne faites pas la guerre, mais l'amour » ; les barbes fièrement embroussaillées en l'honneur de Castro ; les brochures, lues à la hâte, de Mao, d'autres lectures plus curieuses comme les discours de Sosekarno (cela a du changer depuis...) ; les chansons naïves contre la guerre et la bombe, du sous, sous, sous Boris Vian.

Pour l'Amérique cette complaisante image des « beatniks » de Greenwich Village, brusquement saisis par le démon de la politique, n'était guère effrayante.

Bien du chemin a été parcouru depuis.

« Vos manifestations sont une épreuve de vigueur et de santé » disait en juin dernier M. Ball, numéro 2 du département d'Etat, aux étudiants de l'université d'Oxford. Aujourd'hui le ministère de la Justice charge le F.B.I. d'enquêter sur les « infiltrations communistes » dans les milieux universitaires. Et le Texan Johnson, qui ne s'est jamais consumé d'amour pour les intellectuels, pique une colère contre les « grosses têtes » et les « chers professeurs », rejoignant les bonnes vieilles traditions de la droite américaine.

Les applaudissements de la fasciste « John Birch Society », dont l'espoir d'une nouvelle « chasse aux sorcières » est la seule raison d'être, lui sont garantis. Mais alors comment la Maison-Blanche fera-t-elle pour démêler l'étrange équation qui risque de définir dorénavant sa politique intérieure et extérieure : les étudiants de gauche appuient Johnson contre la « John Birch » (intégration des Noirs) qui soutient Johnson contre les étudiants (Vietnam).

L'apprentissage de la lutte

Car les barbus de Berkeley sont ceux-là mêmes qui, au risque de leur vie, sont partis vers le Mississippi raciste défendre les droits des Noirs solennellement proclamés par les autorités fédérales. En s'engageant d'abord en faveur de l'idéal intégrationniste ils ont fait l'apprentissage quotidien de la lutte politique, inconnue depuis longtemps dans les universités traumatisées par ces dures années du maccarthysme. Et à l'« été chaud » de l'antiracisme a succédé « l'été brûlant » du Vietnam. Mais en plus fort, rassemblant des masses plus nombreuses et plus enthousiastes qu'en 1964.

Pourquoi cette différence et surtout pourquoi cette spectaculaire entrée de la jeunesse intellectuelle dans la vie politique des Etats-Unis ? Les tentatives de réponses, du côté gouvernemental, tiennent en deux phrases. L'une formulées par les éléments les plus réactionnaires, l'autre par de soi-disant libéraux.

1°) « ...Il s'agit d'un gigantesque effort d'infiltration communiste. » (Le P.C. américain, amputé de quelques dizaines de membres fondateurs d'une fraction pro-chinoise n'a jamais eu d'importance propre, sinon celle qu'a bien voulu lui donner la haine obsessionnelle des tenants de la guerre froide.)

2°) « ...Les jeunes s'ennuient dans

notre société de bien-être. » (S'ennuyait-on tellement moins et vivait-on tellement plus mal aux Etats-Unis il y a dix ans, par exemple ?)

Des sociologues, des psychologues américains se sont penchés, eux aussi, sur le phénomène « jeunesse ». « Révolte contre une société sans surprise » ; « conflit de générations » ont-ils répondu à tout hasard, sans prendre le risque de se tromper. Car si cela est vrai en partie, ce n'est guère neuf. Il y avait déjà des « rebelles sans cause » dans la « Fureur de vivre » de James Dean. Or ces « rebelles » ont aujourd'hui adopté une cause, ce qu'on explique. Pourtant les « causes » à l'époque ne manquaient pas : le drame des Noirs, la Corée, les révolutions en Amérique Latine réprimées avec l'aide agissante de Washington. Mais la peur de la « classe aux sorcières » et la mainmise, réelle ou prétendue telle, du communisme stalinien sur les mouvements révolutionnaires, paralysaient tout semblant d'opposition. Ce double carcan s'est effondré, libérant une révolte potentielle dont on voit aujourd'hui l'importance. L'Amérique a enterré avec soulagement le sénateur MacCarthy, vécu les années libérales du jeune Kennedy, écrasé aux élections le fasciste Goldwater. La révolution a perdu son sombre visage imposé par le Kremlin.

La tentation de la victoire

Péril diparu, romantisme retrouvé : la jeunesse des universités s'est lancée corps et âme dans la bataille. On s'étonnera de voir qu'elle s'est bien plus dépensée pour le sort des lointains vietnamiens que pour celui de ses frères noirs. Le rappel de ce que fut l'engagement de la Sorbonne durant la guerre d'Algérie et ce qu'il est devenu depuis suffira comme explication.

Il semble donc que le mouvement des « teach-in », n'ayant pas d'autres assises que celles des « campus » universitaires, n'ait que peu de chance de survivre à la crise vietnamienne. Tout va se jouer dans les mois à venir. Ou les autorités laisseront faire (ce qui paraît peu probable) espérant une mort naturelle par lassitude ou elles choisiront comme de nombreux indices le prouvent, la voie de la répression, réclamée avec insistance par les militaires.

Nouveau maccarthysme alors ? Non, on ne revient pas si facilement en arrière. Mais, en ce moment, l'armée américaine, en dépit des offres de négociations faites par la Maison-Blanche, est entraînée par l'irrésistible tentation de la victoire. Improbable il y a six mois, elle lui paraît maintenant à portée de la main, après les « succès » de son aviation. On commence donc à parler du « coup de poignard dans le dos », du « moral de nos boys qui luttent dans les rizières ».

Et on va tenter de réduire au silence les universités gênantes, qui vont à contre-courant d'une propagande triomphatrice. Cette épreuve permettra de juger de la solidité du mouvement universitaire.

Benoit Rayski.

Les raisons du texte ambigu adopté par le Conseil Économique

Les récents débats qui se sont déroulés au sein du Conseil économique et social, saisi du projet de rapport général sur le V^e Plan, ont abouti à l'élaboration et au vote d'un avis négre-blanc. Pour réunir une majorité sur le projet du rapporteur, le Conseil a offert le spectacle de discussions et tractations indignes du rôle d'informateur et d'éducateur populaire qu'il s'est assigné.

Les contradictions que l'on a pu relever dans les interventions et l'avis adopté n'ont servi qu'à mettre encore davantage en évidence l'ambiguïté fondamentale sur laquelle repose le Conseil économique et social. Cette ambiguïté, qui affecte sa compétence et sa composition, rend nécessaire, plus que jamais, sa refonte. Sans cette refonte, les mêmes pratiques continueront, le prestige et le rayonnement du Conseil n'iront qu'en diminuant, malgré la valeur intellectuelle de ses membres.

★

Le Monde titrait, le 2 octobre 1963 : « Le Conseil économique approuve le texte critique de M. Chardonnet sur le V^e Plan après l'avoir amendé dans un sens favorable au gouvernement. » Ainsi apparaît, en premier lieu, une contradiction formelle. Le contenu initial du rapport de M. Chardonnet avait, au moins, le mérite d'une apparente cohérence et affirmait notamment :

« Le projet de V^e Plan tel qu'il a été présenté à notre assemblée, comporte en effet trop d'insuffisances : insuffisance de son contenu social, insuffisance des moyens de financement des investissements, insuffisance du programme de logements, insuffisance des crédits pour l'enseignement et d'autres équipements collectifs pour ne citer que quatre éléments fondamentaux. »

La recherche d'une majorité à tout prix s'est accompagnée de concessions bien indignes de l'esprit même de la planification. La forme et — chose plus grave — le fond du projet d'avis de M. Chardonnet ont été entièrement révisés par l'adjonction d'un amendement conçu dans les termes suivants :

« Le Conseil économique et social réaffirme solennellement qu'il juge un Plan indispensable au développement économique et social du pays. »

« Il donne son accord aux objectifs suivants :

— maintenir le taux d'expansion de 5 p. 100 déjà prévu dans le rapport sur les options ;

— asseoir sur des bases solides la capacité concurrentielle de notre économie ;

— relever l'objectif de l'investissement productif de trois milliards de francs en 1970 ;

— relever de 4,8 p. 100 le revenu agricole par exploitation.

« Mais ces objectifs risquent d'être très difficilement atteints, malgré les mesures déjà décidées et dont M. le Commissaire général du Plan a fait état, compte tenu des graves incertitudes extérieures et intérieures et de l'insuffisance des moyens prévus par ce projet sur lesquels le Conseil économique et social a formulé ci-dessus son désaccord. Il manifeste également son désaccord sur le caractère restrictif et sur certaines orientations du contenu social du Plan. »

Les contradictions de fond évidentes dans cet amendement ne viennent que s'ajouter à celles émaillant le projet d'avis cité en partie plus haut. Il est clair que tous ces textes se contentent de dénoncer, oubliant de proposer. Le plan technocratique de M. Massé a le mérite d'accroître l'emprise de la raison sur le hasard. A un plan rationnel, on ne peut qu'opposer un contre-plan tout aussi rationnel dont les objectifs diffèrent radicalement de par la politique qu'ils supposent. C'est la voie qui était tracée par l'amendement C.F.D.T. réclamant

d'importantes réformes de structures économiques et sociales :

« Réforme des circuits de distribution et de la réglementation relative à certaines professions ; réforme foncière ; réglementation de l'autofinancement destinée à assurer un contrôle efficace du système bancaire et la création d'une Caisse nationale d'investissements. »

★

Il apparaît dès lors évident, en supposant que le Conseil économique et social veuille à l'avenir conserver et accroître l'autorité intellectuelle qui est sienne depuis sa création, que sa réforme devient de plus en plus urgente.

Cette réforme vise d'abord sa compétence.

Le Conseil, parce que son rôle est limité à la consultation, s'est borné, au cours de ses discussions autour du V^e Plan, à exprimer le point de vue de groupes revendicatifs, d'intérêts particuliers, et a visiblement laissé à d'autres instances, chargées de statuer, le soin d'arbitrer entre



(Photo A.F.P.)

Chardonnet : sera-t-il entendu au Palais-Bourbon ?

les opinions antagonistes. Il n'en sera plus ainsi le jour où l'assemblée économique participera effectivement à la décision avec voix délibérative. Les responsabilités, de toutes sortes, seront enfin ouvertement prises. L'intérêt collectif primera sur les intérêts divergents des différents groupes socio-professionnels.

Enfin l'obligation pour les syndicats, au cours du vote sur l'amendement favorable au gouvernement, de battre en retraite, souligne, comme l'indiquait P. Mendès-France, que : « La composition actuelle du Conseil avantage en fait certains milieux possédants et conservateurs, et désavantage la classe ouvrière, les forces d'expansion, de rajeunissement et de progrès. Il importe de réviser cette distribution des sièges pour assurer aux éléments qui composent la nation et contribuent à la production une plus exacte représentation. Dans la mesure où c'est une politique de mouvement et de réformes de structures que l'on veut entreprendre demain, il est indispensable que les forces et les groupes favorables à cette politique ne soient pas plus longtemps défavorisés. »

Le Conseil économique et social, en matière de planification, a failli à sa tâche. Espérons que le Parlement, qui sera incessamment saisi du rapport général sur le V^e Plan, se révélera plus volontaire dans sa tâche de contrôle du pouvoir.

Michel Ungemuth.

CONGRÈS

La F.S.M. (Fédération Syndicale Mondiale)

La Fédération syndicale mondiale, qui réunit les syndicats des pays communistes, un certain nombre de syndicats du tiers monde et plusieurs centrales importantes dans les pays capitalistes — parmi lesquelles la C.G.T. française et la C.G.I.L. italienne — vient de tenir son congrès à Varsovie.

Ce congrès a été marqué par des débats parfois houleux entre les représentants des organisations chinoises et albanaises et la majorité des congressistes, au premier rang desquels les délégués soviétiques, à propos de la coexistence pacifique considérée par les Chinois comme faisant le jeu de l'impérialisme.

Par contre, le représentant des syndicats yougoslaves — qui s'étaient éloignés de la F.S.M. après la rupture de leur pays avec Moscou — a déclaré « qu'au sein du mouvement, la condition prévaut de plus en plus que, dans les conditions actuelles, il est possible de surmonter, dans la plupart des cas, les causes de la scission du passé et que l'unité du mouvement syndical international est la garantie fondamentale de la paix mondiale ».

Dans une intervention, reproduite par l'« Humanité », Benoit Frachon a déploré la violence des polémiques

à l'intérieur de la F.S.M. et il a souligné le fait que personne dans l'organisation « n'a jamais considéré que la coexistence pacifique devait aboutir à la condamnation de la lutte des peuples opprimés pour leur libération ».

Le leader de la C.G.T. a, d'autre part, mis l'accent sur la possibilité d'action commune entre les syndicats des pays d'Europe occidentale « où le Marché commun met en évidence quelques-uns des problèmes nouveaux que pose l'accélération de la concentration capitaliste ». Cette ligne confirme celle du dernier congrès de la C.G.T. où il a été beaucoup question d'un rapprochement, non seulement avec la C.G.I.L., mais aussi avec des organisations — comme certains syndicats de la D.G.B. — adhérents à la C.I.S.L.

Cette question est d'autant plus à l'ordre du jour qu'au congrès de l'Internationale rivale, qui s'est tenu en juillet, certains syndicats européens se sont élevés contre l'orientation étroitement anticommuniste que les Américains voudraient imposer à la C.I.S.L. Le fait ne pouvait manquer d'être relevé à Varsovie. On voit qu'avec l'atténuation de la guerre froide les controverses se développent au sein des deux grandes Internationales.

C.F.T.C. : Les militants perdus

Ceux qu'Eugène Descamps a appelé un jour « les militants perdus » — c'est-à-dire les militants de la « C.F.T.C. maintenue » — viennent de tenir leur congrès à Vincennes. Que représentent ces éléments scissionnistes qui, d'ailleurs, en vertu d'un jugement du tribunal de la Seine, ne peuvent plus se réclamer de la C.T.C. ?

Selon un de leurs dirigeants, Jean Bornard, leurs syndicats compteraient près de 100 000 adhérents — beaucoup moins que les centrales minoritaires F.O. et C.F.D.T.

Le noyau de la « C.F.T.C. maintenue » est constitué par la Fédération des mineurs de l'ancienne C.F.T.C. qui n'a pu empêcher malgré tout la constitution d'une Fédération C.F.D.T. La décision de la majorité des syndicats alsaciens de se soumettre à la majorité a été un coup très dur pour les scissionnistes qui, en dehors des mineurs, n'ont pas d'assises dans les secteurs industriels et ne supplantent la C.F.D.T. que dans certains secteurs tertiaires : personnel des armées, agents hospitaliers, Banque de France.

Cependant, la C.F.T.C.-Sauty a été rapidement considérée avec bienveil-

lance par les pouvoirs publics. Ses représentants ont été reçus en mai par de Gaulle et elle a bénéficié d'une subvention gouvernementale pour la formation syndicale, subvention que la C.G.T. réclame en vain.

Il faut dire aussi que beaucoup de militants de F.O. et de la C.G.T. ont considéré sans déplaisir — pour faire pièce à la C.F.D.T. — l'organisation d'une tendance qu'en d'autres temps ils eussent villipendée.

En fait, la C.F.T.C.-Sauty est pro-capitaliste. Selon son principal théoricien, Jacques Tessier (le fils de Gaston Tessier), la propriété privée des moyens de production est une chose excellente ; elle peut être seulement limitée par la puissance publique. Des droits de copropriété doivent être reconnus aux travailleurs. Le marxisme et la lutte des classes sont formellement condamnés par les scissionnistes de la C.F.T.C. qui admettent seulement une certaine planification de l'économie dont le capitalisme s'accommode depuis longtemps. Ajoutons enfin qu'ils sont les seuls, dans le mouvement syndical, à réclamer la remise en vigueur des procédures obligatoires de conciliation et d'arbitrage.

Rassemblement de fonctionnaires

F.O., la C.G.T. et la F.E.N. ont décidé d'organiser, le 18 novembre, à Paris, un grand rassemblement des salariés de la fonction publique.

Tenue à l'écart, la C.F.D.T. envisage malgré tout de participer à ce rassemblement et demande à prendre contact avec les autres organisations.

La position des fonctionnaires C.G.T. — dont le récent congrès s'est

prononcé pour « l'action syndicale » la plus large possible et contre les mots d'ordre qui pourraient opposer les différentes catégories — devrait favoriser un accord général.

Le rassemblement du 18 novembre pourrait d'ailleurs coïncider avec la marche sur Paris décidée par les mineurs de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

ANTILLES FRANÇAISE

Un pourrissement.

Dans notre numéro précédent, nous évoquions à propos des Antilles : « ces problèmes complexes et urgents qui se posent toujours dans les territoires d'outre-mer. »

Jeudi dernier, réunis autour de Daniel Mayer, Aimé Césaire, M^o Moutet, M^o Manville, les agences de presse nous faisaient part des nouveaux incidents qui viennent de se produire à la Martinique. Ainsi, d'une semaine à l'autre, les tristes prévisions se confirment et les faits eux-mêmes attestent du malaise grandissant. Hier, il s'agissait du comportement d'un « repris de justice » où une population excédée voulait trouver les motifs de manifester violemment une hostilité dont le caractère politique ne saurait échapper. N'importe quoi sert de support, c'est donc qu'une solution d'ordre politique s'impose. Ce n'est pas l'envoi de renforts de police qui permettra d'y parvenir.

A une liste déjà longue d'incidents qui ne cesse de s'allonger, il faut opposer une issue effective. Sous prétexte qu'en France l'essentiel de la

décolonisation est achevée, sous prétexte qu'il s'agit de micro-sociétés (des poussières...), on fait la sourde oreille car de minuscules injustices ne sauraient éclater à une époque qui n'aime que les grandes tragédies. Pourtant, à travers les Antilles, c'est le cas de toutes les petites îles et de tous les petits territoires du monde qui est posé. C'est aussi le problème d'une intégration refusée (comme en Rhodésie) ou d'une intégration mal appliquée (comme les Noirs aux U.S.A.). C'est aussi la revendication pour une autonomie qui puisse ensuite, éventuellement, déboucher sur une indépendance dans un cadre fédératif. Bref, les Antilles posent, comme un microcosme, l'ensemble des problèmes de la dernière phase de la décolonisation. Nous espérons pouvoir y revenir prochainement à l'occasion d'une analyse plus élaborée. Pour l'heure, l'opinion doit être attentive et vigilante : l'actualité l'impose et la recherche d'une égalité toujours plus grande entre les peuples l'exige !

TANGUY-PRIGENT

(député du Finistère)

explique :

POURQUOI LE P.S.U. REJETTE LE BUDGET 1966

fondé sur le chômage, l'inégalité sociale et l'injustice fiscale

Après trois semaines de débats, la majorité inconditionnelle de l'Assemblée nationale a voté le projet de budget pour 1966. A l'occasion de la discussion finale, notre camarade Tanguy-Prigent, député du Finistère, a donné trois séries de raisons pour lesquelles le P.S.U. vota contre ce budget, fondé sur le chômage, sur l'inégalité sociale et sur l'injustice fiscale.

Un budget de chômage

● Le gouvernement, a déclaré Tanguy-Prigent, se vante de poursuivre le « plan de stabilisation » qui entre dans sa troisième année, et qui a provoqué la situation actuelle : 140.000 chômeurs déclarés, soit à peu près 300.000 chômeurs véritables. Depuis un an, près d'un million de travailleurs ont été victimes de compressions de leurs horaires de travail, c'est-à-dire de leurs salaires. C'est la philosophie économique réactionnaire classique que cette politique traduit : empêcher les hausses de salaires grâce au chômage. C'est cette philosophie qui va continuer à dominer.

● Le gouvernement prévoit certes une expansion de 4,5 p. 100 de la production nationale l'an prochain. Mais ce pronostic est incertain et même s'il se réalise, le chômage n'aura pratiquement pas diminué dans un an, au contraire : le progrès de 4,5 p. 100 correspondra en gros au progrès en un an de la productivité nationale ; il ne nécessitera donc pas d'appel à de la main-d'œuvre supplémentaire. Or le commissariat au Plan annonce que la population active, c'est-à-dire d'âge à avoir un emploi, va augmenter de 1 p. 100 l'an prochain. Que fera-t-on de ces 200.000 travailleurs nouveaux si

l'expansion ne leur offre pas d'emplois ? Ils resteront pour la plupart sans travail, aggravant le chômage actuel.

● Le gouvernement prévoit bien une augmentation des investissements publics : mais beaucoup trop timide pour porter la reprise économique au niveau des besoins français. L'expérience montre d'ailleurs depuis deux ans que cette petite progression des investissements publics ne suffit pas à provoquer la reprise (en 1964 et 1965, les investissements publics ont également augmenté du même ordre que ce que l'on prévoit pour 1966, sans empêcher la stagnation de s'aggraver). Le fait pour le gouvernement de limiter la consommation des classes populaires annule en grande partie l'effet des investissements supplémentaires.

Quoi qu'en dise le gouvernement, a conclu Tanguy-Prigent, sa politique économique est une politique de classe, qui prend son parti du chômage et même le souhaite. Il aurait beaucoup mieux valu une légère impasse budgétaire en 1966 (facile à couvrir par l'emprunt, comme vient de le montrer le succès de la dernière émission publique d'un milliard) et une relance rapide de l'expansion.

A l'inverse des priorités nationales

C'est le second motif d'hostilité du P.S.U. au budget de 1966, a ajouté Tanguy-Prigent : ce budget va à l'inverse des véritables priorités nationales. Les dépenses qui devraient augmenter le plus stagnent ou progressent à peine, alors que des crédits qui devraient être réduits sont au contraire majorés.

Le député du Finistère a d'abord cité les principales dépenses qui n'augmenteront pas assez l'an prochain.

H.L.M., écoles, hôpitaux sacrifiés

● La construction d'H.L.M. n'augmentera que de 7 p. cent (140.000 logements au lieu de 130.000 cette année), alors qu'il faudrait s'orienter progressivement vers la construction de quelque 300.000 H.L.M. par an, pour loger convenablement les 15 millions de Français victimes de la crise actuelle du logement, et qui appartiennent pour la très grande majorité aux classes populaires.

En limitant la construction d'H.L.M. largement au-dessous des besoins, le gouvernement choisit de prolonger la crise qui frappe les familles les plus pauvres de France.

● La construction d'hôpitaux progressera (en volume de travaux) de 5 p. cent seulement. C'est incroyablement trop peu pour mettre fin à « la grande pitié des hôpitaux français ».

Continuera-t-on longtemps à refuser des malades dans les hôpitaux, à utiliser des installations qui, au cœur de Paris, datent de Louis XIII (mais oui !), à laisser sans soins des malades mentaux que ne peuvent accueillir les établissements psychiatriques trop peu nombreux ?...

● Les crédits de formation professionnelle : 100 millions seulement sont prévus. Il en faudrait trois ou quatre fois plus, pour donner la qualification souhaitable aux enfants qui ne peuvent actuellement l'acquérir, qualification dont bénéficierait d'ailleurs toute la nation, puisque cela élèverait la productivité nationale.

● Les crédits de l'Education nationale : pour la première année d'application du V^e Plan, le gouvernement a choisi d'appliquer un rythme de dépenses inférieur de 21 p. cent aux mandes minima de la Commission de modernisation de l'enseignement. Les travaux de constructions scolaires prévus ne seront que de 2 p. cent. Cela n'augmentera que de 2 p. cent. Cela se traduira par la prolongation des classes surchargées (souvent 50 élèves par classe en maternelle, et plus de 40 dans le secondaire), donc une pédagogie impossible ; les Universités continueront à ne pas pouvoir accueillir tous les étudiants...

L'insuffisance de crédits fait qu'on n'embauchera pas en 1966 un seul



(Photo Kagan)

TANGUY-PRIGENT : trois séries de raisons pour voter contre.

agréé pour le secondaire ; qu'en maternelles, on ne recrutera qu'une institutrice pour 100 gosses supplémentaires ; qu'on refusera des élèves dans les écoles normales, alors que l'extension des villes réclame 6.000 instituteurs nouveaux chaque année ; que dans le technique, la moitié des élèves postulants resteront à la porte...

Les fonctionnaires, les familles, les vieux, négligés

En refusant les crédits nécessaires, le gouvernement organise la prolongation de la crise de l'enseignement. Et cela n'est pas près de finir, puisque la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans annoncée par le IV^e Plan, promise pour le V^e, va se trouver renvoyée au VI^e ou au VII^e...

● Les traitements des fonctionnaires et des salariés du secteur public n'augmenteront pas non plus comme il le faudrait. Le gouvernement limite leur progression en 1966 à 3,5 ou 4 p. cent. Mais, comme les prix progresseront de 2,5 à 3 p. cent (au minimum), cela veut dire que le pouvoir d'achat des fonctionnaires n'augmentera que de... 1 p. cent !

L'injustice fiscale aggravée

C'est la troisième raison de l'hostilité du P.S.U. au budget de 1966 : il aggrave l'injustice fiscale.

● Si l'on additionne les moins-values fiscales prévues par le projet de loi de finances à celles qui résultent de la loi de faveurs aux sociétés (votée en juillet dernier), on constate qu'en 1966 l'Etat accordera 1.056 millions de dégrèvements fiscaux aux titulaires de gros revenus et 488 seulement aux titulaires de petits revenus, pourtant infiniment plus nombreux. L'effet de ces « aménagements » proposés par le gouvernement sera donc de renforcer l'inégalité sociale au profit des hauts revenus, évidemment.

● Mais rien n'est prévu pour réduire l'injustice de la fiscalité française, qui est à base d'impôts sur la consommation, impôts proportionnels à la dépense et non progressifs selon le revenu. Aucun allègement des taxes sur les produits courants n'est prévu par le budget de 1966, aucune réduction des impôts sur la consommation.

● Au contraire, le gouvernement

Ainsi, la disparité dont sont victimes les salariés de l'Etat par rapport au secteur privé s'aggravera.

L'Etat, mauvais patron, tient à le rester.

● Les revenus des familles et des vieux : l'augmentation prévue des prestations familiales (2,5 p. cent) compensera tout juste celle des prix ; le pouvoir d'achat de ces prestations n'augmentera donc pas.

Quant aux retraites des vieux, elles resteront l'an prochain inférieures en janvier de 26 p. cent aux propositions minima de la fameuse Commission Laroque (compte tenu de la hausse des prix intervenue depuis ces propositions).

Le gouvernement répond : je ne peux pas tout faire à la fois, je n'ai pas assez d'argent. C'est faux : il utilise ses crédits à d'autres dépenses, combien moins utiles. Et Tanguy-Prigent a cité des exemples.

Les dépenses militaires :

500 milliards de plus qu'à l'époque de la guerre d'Algérie !

Les dépenses militaires progresseront en 1966 de 121 milliards d'anciens francs, bien que les effectifs sous les drapeaux soient heureusement fort inférieurs à ceux d'autrefois. Pourquoi de telles dépenses, supérieures de près de 500 milliards à celles — pourtant énormes — du temps de la guerre d'Algérie ?

Parce que le gouvernement gaspille des sommes folles dans la force de frappe : plus de 600 milliards d'anciens francs, le prix de 130.000 H.L.M. !

N'y a-t-il vraiment rien de mieux à faire de cet argent ?

Les subventions aux groupes capitalistes continueront, elles aussi, d'augmenter. Le gouvernement accordera en 1966 d'importantes subventions — ou, ce qui revient au même, des prêts à taux d'intérêt privilégié — à de nombreux groupes capitalistes, dont les bénéficiaires se trouveront majorés d'autant : chimie, sidérurgie, métallurgie, nickel...

Il y avait là des possibilités d'économies que le gouvernement a refusées.

Parce que son objectif est de renforcer le grand capitalisme, et non pas d'orienter l'économie française dans le sens de l'intérêt du plus grand nombre.

prévoit de se procurer l'an prochain des recettes supplémentaires en relevant les tarifs publics : hausse de 3 à 5 p. cent des tarifs de la S.N.C.F., hausse de l'électricité, hausse des transports parisiens. Tout cela est bien inscrit dans le V^e Plan et va d'ailleurs s'aggraver encore d'ici à 1970.

En conclusion, Tanguy-Prigent a souligné que le projet de budget pour 1966 n'était absolument pas le budget dont la France a besoin.

Notre pays aurait besoin :
— d'un budget de relance économique, permettant de réduire le chômage, fût-ce au prix d'une petite impasse budgétaire ;

— d'un budget donnant la priorité dans les crédits aux besoins essentiels des classes populaires : écoles, maîtres, logements, hôpitaux ;

— d'un budget de justice fiscale, répartissant équitablement l'impôt en fonction des revenus et des fortunes. Ce n'est évidemment pas ce régime, conservateur et pro-capitaliste, qui peut faire de tels choix.

BELGIQUE

Le nouveau parti socialiste de gauche

A Liège, le 10 octobre, est née la Confédération socialiste des Travailleurs.

Cette organisation présente deux caractéristiques essentielles : elle se situe nettement à gauche du Parti socialiste belge, elle est formée de la confédération de trois organisations : le Parti wallon des travailleurs (P.W.T.), l'Union de la gauche socialiste de Bruxelles (U.G.S.) et le Mouvement socialiste des Flandres.

C'est la première fois que dans la Belgique unitaire est créé un parti fédéral.

Plus de trois cents militants étaient réunis dans la salle des Congrès de Liège, et l'observateur qui venait de l'extérieur pouvait tout de suite faire deux constatations : d'abord jeunesse des délégués (la plus grande partie des jeunes gardes socialistes a rallié le nouveau parti), et ensuite la relative importance de la représentation flamande (facile à constater : les auditeurs flamands se servant des écouteurs qui traduisent les discours des orateurs de langue française et vice versa).

Le Parti wallon des travailleurs

Le P.W.T. avait dix mois d'existence. Il était né de la rébellion de militants socialistes wallons qui refusaient de se laisser museler par la direction du Parti socialiste belge.

Ces militants étaient en rupture morale avec la direction du parti depuis déjà plusieurs années, depuis l'échec de la grande grève de 60-61, suivie de la collaboration au gouvernement formé par les socialistes et les sociaux-chrétiens.

Notre camarade Nicolas montra comment le P.W.T. a réussi en moins d'une année d'existence à triompher de nombreuses difficultés. Il a souffert, à l'origine, de l'absence d'un de ceux qui auraient pu, qui auraient dû, être un de ses principaux leaders : Ernest Gilne. Et pourtant, ce dernier s'était maintes fois opposé publiquement et courageusement aux chefs du P.S.B., en particulier à Spaak. En rassemblant plus de 1.500 militants, le P.W.T. a recueilli l'adhésion de nombreux délégués ouvriers (certains appartenant d'ailleurs à la centrale syndicale chrétienne).

Peu de temps après, à l'occasion des élections législatives, il a mené une campagne unitaire, et cet appel a débouché sur des cartels électoraux conclus entre la plupart des fédérations du P.W.T. et du Parti communiste belge.

Le Mouvement socialiste des Flandres

Cette organisation est plus récente : elle s'est constituée autour de Camille Huysmans, vieux militant socialiste, ancien secrétaire de l'Internationale socialiste, comme vient de le rappeler en France la publication de sa correspondance avec Lénine. Elle est composée, notamment, d'anciens militants de « Links » qui n'ont pas accepté le ralliement au P.S.B. Huysmans a l'intention de continuer à mener la lutte, en particulier avec la publication bi-mensuelle d'un organe appelé « Socialistische Stem » (« La Voix Socialiste »), dont les points de vue seront parallèles à ceux de « la gauche ».

L'Union de la gauche socialiste de Bruxelles a un représentant au Parlement, le camarade Pierre Le Grève, élu sur une liste de cartel avec le P.C.B., les actions communes n'empêchant d'ailleurs pas les socialistes de gauche bruxellois de manifester massivement leur présence et de prouver clairement leur autonomie.

En terminant son exposé, Pierre Le Grève affirme sa conviction que la confédération décidée et consacrée par l'assemblée de Liège permettra à l'Union de la gauche socialiste de reprendre sa progression.

Les rapports politiques

Le rapport de politique internationale du camarade Vanderborgh dénonça la complicité permanente du gouvernement belge avec l'impérialisme américain, son soutien au régime de Tschombé. Il affirma la nécessité de tout faire pour lutter contre l'O.T.A.N. et pour opposer à l'Europe des trusts celle des socialistes et des forces ouvrières.

Ernest Mandel, secrétaire politique de l'U.G.S., par un certain nombre d'exemples concrets (problème du logement, problème de l'emploi), fit la différence entre les réformes que peut intégrer le néo-capitalisme et les réformes de structure anticapitalistes.

La Confédération socialiste des travailleurs doit lier les préoccupations immédiates des travailleurs à l'objectif final.

Le camarade Marcel Slangen (P.W.T. Liège) avait auparavant brossé un tableau du mouvement socialiste européen, montré que sa tendance majoritaire partout compromise dans la collaboration des classes poussée à l'extrême est responsable d'une série de scissions. Celles-ci sont autant de tentatives de rendre au socialisme son authenticité.

Il a lu les messages de sympathie et de solidarité émanant d'Edouard Depreux, secrétaire national du P.S.U., du P.S.I.U.P. italien, du Parti socialiste pacifiste hollandais et des étudiants socialistes allemands.

Un peu schématiquement, le P.S.U. est né en France à la fois de la lutte contre la guerre d'Algérie et le gaullisme. Le Parti socialiste pacifiste en Hollande s'est formé contre l'acceptation de la guerre en Indonésie par le Parti socialiste officiel.

Le Parti socialiste populaire au Danemark a dû sa naissance essentiellement à la crise du stalinisme.

Le Parti socialiste de gauche en Norvège vient surtout d'une réaction contre l'inféodation à l'O.T.A.N. dans un pays traditionnellement neutriste.

Le P.S.I.U.P. en Italie s'est formé contre l'acceptation par le P.S.I. de Nenni du cadre néo-capitaliste.

Toutes ces formations de partis socialistes de gauche en Europe occidentale ne peuvent être accidentelles, leur origine réelle est plus profonde que leur cause immédiate.

Tous convergent, dans les grandes lignes, dans leur politique intérieure et extérieure.

Tout renforcement d'un de ces partis ne peut être qu'un sujet d'espoir pour les organisations parallèles.

Nous ne pouvons que souhaiter des succès à la Confédération socialiste des travailleurs : ses victoires seront les nôtres.

Jean Lambert.

INCERTITUDES SOVIÉTIQUES

Les dernières réunions du comité central du P.C.U.S. et du soviet suprême ont montré clairement que l'Union soviétique n'était pas encore sortie d'une période de difficultés considérables et que le renversement de Krouchtchev n'avait en lui-même résolu aucun des problèmes fondamentaux de la société et de l'Etat soviétiques.

Dans son rapport devant le comité central, L. Brejnev a dressé un bilan peu encourageant de l'évolution des relations internationales et du mou-

vement communiste. Les relations avec les Etats-Unis ne sont pas bonnes, les rapports avec Bonn sont franchement mauvais, etc. Quant à la querelle politico-idéologique avec Pékin, elle est loin de s'apaiser, et il n'est pas impossible qu'elle connaisse de nouveaux rebondissements dans un proche avenir.

Ce bilan est en lui-même réaliste, et on ne peut lui reprocher de tomber dans le piège d'un optimisme de commande. Mais il est frappant qu'il ne soit assorti d'aucun éclaircisse-

ment sérieux sur l'orientation qu'entend suivre l'Union soviétique dans les prochains mois. On a l'impression que les dirigeants du P.C.U.S. en sont réduits à pratiquer une politique sans perspective, au jour le jour. Ils n'abandonnent pas la politique de coexistence pacifique de Krouchtchev, mais ne savent comment la mettre en œuvre. Ils ne veulent pas laisser totalement seuls les combattants vietnamiens, mais ne veulent pas être impliqués dans le conflit. Ils ne veulent pas renoncer à tout rôle dirigeant dans le mouvement communiste international, mais ils n'osent pas affronter trop ouvertement les



(Archives - T. S.)

Kossyguine : échéances reculées.

tendances centrifuges qui s'y manifestent. Ils veulent se défendre contre les attaques chinoises, mais hésitent à reprendre la controverse publique telle qu'elle avait été menée en 1963-1964. Leur attitude est finalement une attitude de perplexité qui trouve sa traduction dans l'immobilisme politique. Qui vivra, verra.

BONN

La défaite des « gaullistes »

Lors des élections législatives en Allemagne, nous écrivions que le premier acte d'énergie de M. Erhard serait, en formant le gouvernement, de choisir entre MM. Strauss et Schroeder.

En fait, le problème s'est élargi, et nous avons assisté à une véritable crise.

Le Parti démocrate-chrétien recouvre, en plus des tendances politiques, un certain nombre de groupes de pression, économiques en particulier ; les querelles d'hommes jouent en outre dans cette formation un rôle très important, si bien que M. Erhard, qui n'est pas un homme de caractère mais plutôt un « politique » habile à louver plus qu'à prendre des décisions, a dû user de toute sa diplomatie pour présenter un gouvernement à l'Allemagne. Dire que ce gouvernement est homogène et que chacun y est bien à sa place serait faire preuve d'humour ou d'inconscience. Les marchandages, les pressions, les menaces, les interviews fracassantes et orientées, les accusations, les ambitions personnelles ont présidé à sa naissance, et on en a fait plus une coalition d'intérêts qu'un instrument de gouvernement.

Finalement, pourtant, il a fallu choisir un certain nombre d'options. Le maintien de M. Schroeder au poste de ministre des Affaires étrangères indique bien dans quelle voie Bonn entend s'engager en politique internationale.

C'est grâce à une déclaration d'allégeance presque totale à l'égard des Etats-Unis que M. Schroeder doit de garder son poste.

Pourtant, les attaques les plus vives avaient été portées contre ce maintien, en particulier par les « gaullistes allemands », MM. Strauss et Adenauer en tête. Ceux-ci reprochent au ministre de ne pas avoir de politique propre, mais de suivre aveuglément les Etats-Unis. On lui reproche également avec véhémence la constante détérioration des rapports entre Bonn et Paris, ceci procédant de cela ; en outre, l'aspect glacé et cassant du personnage lui vaut bien des inimitiés, en particulier celle du Pré-

Tout cela est naturellement peu conforme à la prétention toujours hautement affirmée, du P.C.U.S. de fournir une orientation claire, pour ne pas dire scientifique, au mouvement ouvrier international et aux pays qui ont échappé à l'emprise capitaliste. Tacitement, il y a en fait une sorte de renoncement à faire accepter sous le couvert d'une ligne générale des partis communistes l'orientation politico-diplomatique de l'Etat soviétique. En un certain sens, c'est un progrès, car il n'y a plus d'Etat guide pour imposer par la force des stratégies politiques ouvertement contraires aux intérêts des partis communistes. Il faut néanmoins voir que la rançon de ce relâchement des liens entre l'Etat soviétique et les partis communistes est un très fort encouragement aux tendances nationalistes et opportunistes dans nombre de partis communistes. L'internationalisme n'est plus guère qu'un mot pour de trop nombreux dirigeants.

Sur le plan intérieur, on retrouve le même pragmatisme. Le discours de Kossyguine devant le Soviet suprême a annoncé un certain nombre de réformes qui vont renforcer le rôle du marché, l'autonomie des entreprises et le recours à des indicateurs économiques comme le bénéfice. La suppression des sovnarkhozes et la création de monastères industriels doivent augmenter l'efficacité de l'administration. Par là l'U.R.S.S., après bien des hésitations, s'engage sur une voie déjà prise par la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est. Mais il est en même temps apparent qu'un des problèmes clés de la société soviétique, celui de l'omnipotence de la bureaucratie, est soigneusement mis hors du champ des réformes. Il n'est pas question d'introduire des conseils ouvriers, de démocratiser les structures de la planification. Toutes les tentatives de réformer le système ne vont pas au-delà d'un appel à l'initiative des directeurs d'entreprise. Par rapport aux immenses problèmes de la société, c'est peu. Les échéances sont reculées, mais elles se présenteront quand même.

J.-M. Vincent.

sidant de la République. M. Luebke qui, pour la première fois, est sorti de son rôle strictement représentatif afin d'influencer M. Erhard.

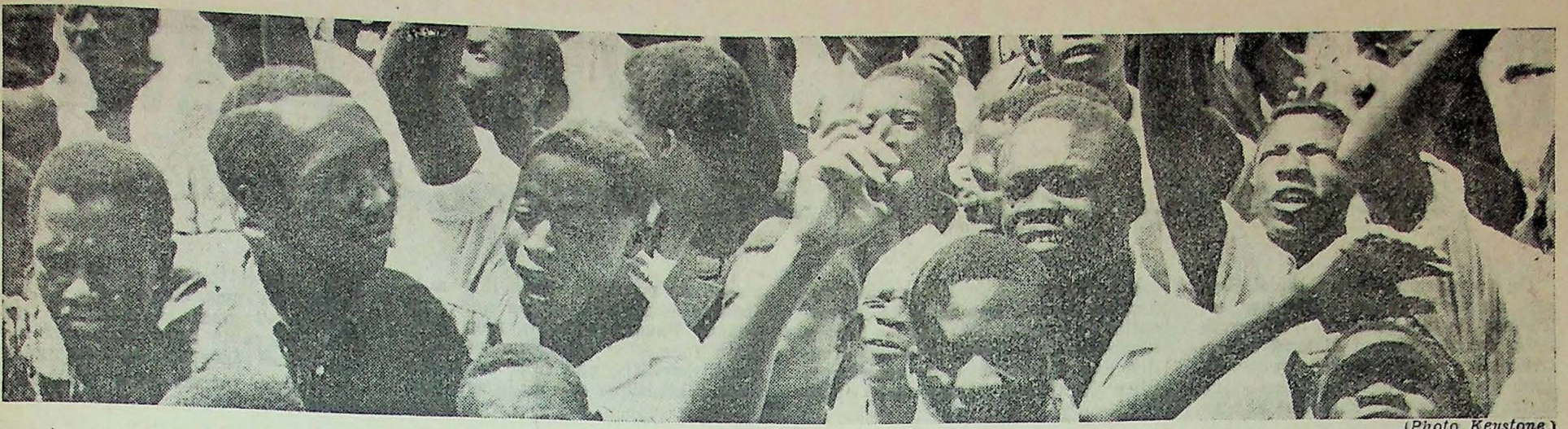
Peine perdue, M. Strauss, s'il a gagné un poste de ministre supplémentaire pour ses amis, a bien été battu sur l'essentiel ; il n'a même pas réussi à éliminer son ennemi juré n° 2, M. Mende, le chef du Parti libéral ; celui-ci garde son poste de vice-chancelier et de ministre des Affaires pan-allemandes. La coalition chrétiens-libéraux est ainsi reconduite. C'est une défaite certaine pour la politique gaulliste ; c'est aussi un signe inquiétant pour l'avenir.

Les Allemands de l'Ouest ont choisi de lier leur sort à celui des Etats-Unis, trouvant cela sans doute plus raisonnable que de s'engager seuls dans une Europe trop dominée à leur goût par la France gaulliste. Mais si l'hégémonie française est une mauvaise chose, la politique de M. Schroeder ne vise-t-elle pas à imposer à plus long terme une autre hégémonie, celle d'une puissante Allemagne appuyée par son allié d'outre-Atlantique. « Le géant économique ne veut plus être un nain politique » — c'est une réflexion que l'on entend souvent à Bonn.

D'autre part, MM. Erhard et Schroeder veulent, et ne le cachent même plus, avoir des responsabilités atomiques. Dès le lendemain des élections, une campagne a été lancée afin de ranimer la force multilatérale. Or, cette responsabilité atomique, seuls les Américains, qui apprécient le dévouement et la fidélité ouest-allemande sont en mesure d'oser la donner.

Les sept ans qui attendent le nouveau gouvernement Erhard sont des années qui seront importantes pour le destin de l'Allemagne de l'Ouest. M. Erhard saura-t-il être le président des décisions claires et importantes, ou bien sera-t-il éclipsé par l'inquiétude, tant M. Schroeder ? Dans ce dernier cas, on pourrait craindre une détérioration sérieuse de la situation politique de l'Allemagne Fédérale.

Michel Joch.



(Photo Keystone.)

TIERS MONDE

Le temps des conférences

Je m'étonne toujours des épaules qui sont haussées ou des emballements qui fusent à chaque fois qu'une conférence ou rencontre a lieu dans le cadre de pays du tiers monde. Le tiers monde est entré dans l'Histoire, en subit les servitudes comme il en récolte les gloires. Si l'on n'est pas pénétré de ces évidences, il sera malaisé de saisir l'accélération du mouvement de contradictions et d'obstacles qui semble être actuellement le lot du tiers monde. Faut-il évoquer les notions de recul, d'essoufflement, alors qu'en vérité l'on aborde une nouvelle étape où les problèmes particuliers et d'ensemble ont désormais la consistance des difficultés quotidiennes, alors qu'ils paraissent hier menés par une sorte d'enthousiasme et de justice apparemment inépuisables. Dans cette optique, les multiples rencontres aux échelons les plus hauts tendent à mettre en évidence la valeur mais aussi les limites de la volonté de « globalisation ». A l'heure où nous mettons sous presse, il serait illusoire de tirer des bilans des conférences du moment, ou en prévision ; mais une rapide esquisse générale peut déjà voir le jour.

L'unité africaine à Accra : mythes, désirs et réalités

Créée en mai 1963, à Addis-Abéba, l'O.U.A. existe. C'est une réalité institutionnelle, mais c'est aussi et surtout une réalité politique qui bouge, marque des points. Le rôle de l'O.U.A. a été positif, selon des degrés variables dans divers litiges frontaliers : conflit algéro-marocain, rivalités somalo-éthiopiennes, somalo-kenyanes, confrontation Ruanda-Burundi. L'intrusion de l'O.N.U., c'eût été, à n'en pas douter, celle de la guerre froide au travers de problèmes africains, somme toute, localisables. En existant, l'O.U.A. préserve l'Afrique de certains dangers liés inévitablement aux interventions de l'O.N.U. ; en retour, et paradoxalement, cela confère à l'O.N.U. plus d'assise, en lui évitant de se perdre dans des chicanes secondaires. Il faut remarquer aussi que qui dit O.N.U., dit Congo et le Congo plane toujours sur l'ensemble de l'Afrique comme la preuve exemplaire d'un certain échec. Dans une bonne mesure, le Congo c'est un peu la clef du bastion sudiste dont nous parlions il y a une semaine. On aura remarqué à Accra la prudence des résolutions relatives à la Rhodésie. Quoi qu'on en pense, les moyens d'une conférence ne sont pas d'une efficacité illimitée et toute conférence reflète les difficultés de l'instant. Le Malawi et la Zambie ont dû peser sur le plateau de la prudence, leur isolement, leur faiblesse ne manquent pas d'être réels. Opportunisme ou réalisme que leurs appréhensions ? La division des mouvements nationalistes milite également en faveur d'une telle modération. La signaler à propos des organisations des colonies portugaises, c'est expliquer un peu plus les raisons des hésitations, sans que les raisons profondes de divisions si nuisibles apparaissent pour autant. La conférence d'Accra fera sans doute le point sur le « Comité des Neuf » créé à partir d'Addis-Abéba pour venir en aide aux mouvements de libération nationale. On sait qu'il fut souvent critiqué, mais ses tâches sont complexes. Enfin, le Congo apparaît comme le symbole néo-colonialiste. Mais les symboles, surtout dans la période présente, demandent à être décanés de leur gangue verbale et quasi magique, pour n'en retenir que les faits exacts et précis. C'est pourquoi on prêterait attention aux changements qui se produisent au Congo, depuis l'éviction de

Tschombé, laquelle n'est peut-être pas sans rapports avec la tenue de la conférence d'Accra. Sous la direction de Kasavubu et sur les suggestions d'on ne sait quels conseillers, n'y a-t-il pas l'amorce de « solution » à travers une sorte d'unité « nationale » dont les « rebelles » ne seraient peut-être pas exclus ? Manœuvres, illusions, ou bien confirmation que le Congo peut devenir un pays « modéré » comme tant d'autres Etats d'Afrique noire. Pourtant, parmi eux, bon nombre (dont les quatre de l'Entente) ont finalement refusé de se rendre à Accra : le président Nkrumah n'aurait pas mis suffisamment le holà aux mouvements d'opposition, en exil sur le territoire du Ghana. Prétente ! Nous ne le pensons pas et, à ce titre, on peut s'interroger sur les vertus du légalisme tel qu'il ressort de l'O.U.A. Comme le notait un commentateur, il faudrait concilier « unité et révolution africaine ».

La générosité et la valeur idéale des conceptions supranationales de Nkrumah ne semblent pas toujours étroitement liées aux problèmes circonstanciés d'une telle synthèse. A l'heure où l'Afrique « révolutionnaire » connaît tout normalement des difficultés de croissance, c'est à combiner la sauvegarde des principes, le maintien des grandes options avec les nécessités du moment et la tentation de la modération qu'il importe d'œuvrer. D'où la tonalité de la conférence d'Accra.

La crise de l'Asie du Sud-Est

Il est encore bien prématuré de se prononcer définitivement sur les chances prochaines du second Bandoeng. Ce qui nous paraît important, c'est le « revirement » du comportement chinois. Jusqu'à présent, en effet, la Chine paraissait négliger les difficultés et les contradictions qui secouent inégalement les pays du tiers monde. Enfermée dans une conception monolithique, une telle analyse voulait faire de la notion objective, mais diversifiée du tiers monde, un argument de « globalisation » dans un combat sans nuances. Il aura fallu le conflit indo-pakistanaï, la crise indonésienne (deux événements qui affectent la Chine en tant qu'Etat) pour que ces distorsions, ces divisions prévalent sur la vision d'une unité qui n'a jamais complètement existé dans les faits. Les difficultés de l'Afrique, on les retrouve en Asie, mais décuplées.

Il n'est d'ailleurs pas interdit de s'interroger sur l'efficacité qu'aurait eue une organisation de l'unité asiatique, utile étape sur le chemin d'une plus grande universalité. Quoi qu'il en soit, la prise en considération des contradictions de l'afro-asiatisme doit-elle conduire à un nouvel ajournement de la rencontre d'Alger ? Au-delà des inévitables surenchères nationalistes, le second Bandoeng ne permettrait-il pas de faire le point d'une situation qui est ce qu'elle est. Il est possible, certes, que le spectacle des divisions serve « l'ennemi » global du tiers monde ; à l'inverse, ces divisions, tout le monde les connaît et peut tenter d'en jouer. De plus, tout porte à croire que ces contradictions n'auront pas disparu dans quelques mois ! Question de tactique, certes, et qui ne nous concerne pas directement. En tout état de cause, qu'il ait lieu ou non, le second Bandoeng devra intégrer l'aménagement progressif de l'indépendance et une lutte, plus âpre qu'on aurait pu le penser, pour défendre cette indépendance et conquérir, d'une manière ou d'une autre, les derniers bastions qui l'em-

pêchent d'être totale. Le second Bandoeng naîtra dans la douleur ; le contraire eût été étonnant !

La Havane 1966 : l'optique révolutionnaire

Du 3 au 10 janvier 1966, doit se tenir, à La Havane, la première conférence des mouvements des trois continents (l'U.R.S.S. est invitée). Sans prétendre à une présentation complète, retenons des premiers documents préparatoires les idées suivantes, bonnes à être mises en évidence. La jonction de l'afro-asiatisme et de l'Amérique du Sud se fait par l'intermédiaire de Cuba. Consécration symbolique de la révolution cubaine aux yeux du tiers monde ; certaines thèses proposées, se placent d'ailleurs d'emblée sur un plan quelque peu radical : condamnation des U.S.A., seuls cités au rang des « ennemis » ; contestation nette du rôle de l'O.E.A., affirmation de la solidarité, non seulement « raciale » mais révolution-

naire avec les Noirs des Etats-Unis, etc. Les mots d'ordre de la conférence s'apparentent aux idées maîtresses des conceptions chinoises. On retiendra cependant que la conférence se propose : « la recherche d'une définition commune aux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, du concept de la coexistence pacifique ».

Conçue au niveau des mouvements et non directement au niveau des gouvernements, la conférence de La Havane aura les coudées plus franches et sera tenue à moins de compromis. Cependant, les participants tiendront compte des difficultés observées aux autres rencontres ; dès lors l'éclairage adopté pourra être considéré comme le plus révolutionnaire possible au-delà de l'importance d'une réunion où seront présents les trois continents du sous-développement ; la conférence de La Havane devra surtout être regardée comme le baromètre de l'analyse révolutionnaire du tiers monde à une étape délicate de celui-ci.

Claude Glayman.

SINISTRES NOSTALGIES

Le souvenir de la douleur c'est la douleur

Il faut se rendre à l'évidence, le drame concentrationnaire vécu durant la dernière guerre mondiale n'est pas encore unanimement condamné.

Certes, outre-Rhin, les bonnes paroles ne manquent pas, et il est certain que beaucoup d'Allemands se sentent encore responsables des atrocités commises par le régime nazi. Mais le problème n'est pas

Ce n'est peut-être pas illégal, mais c'est tout simplement scandaleux.

Autre exemple inquiétant : la photo-souvenir

Predappio est un petit village romagnole, à quelques kilomètres de Forlì, devenu célèbre parce que Mussolini y vit le jour. Si la tombe du dictateur continue, chaque année, à être vénérée par un important pèlerinage organisé par les nostalgiques du fascisme, on ne peut qu'éprouver une indignation encore plus grande envers le commerce qui y est toléré.

Plus de 30 séries de cartes postales, toutes à la gloire du chef des chemises noires, entretiennent la pérennité d'un pénible souvenir d'une façon pour le moins indécente.

On souhaite que les plus hautes instances morales d'Italie n'aient pas manqué de faire connaître leur désapprobation face à un tel négoce, mais il ne semble pas que la toute-puissante démocratie chrétienne veuille porter atteinte au « principe sacré » de la liberté du commerce ; sans doute peut-on rapprocher de cette carence de l'inculpation du journaliste ouest-allemand Lorenz Knorr pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ». Poursuivi pour avoir dénoncé les crimes des généraux hitlériens et la présence dans l'appareil d'Etat d'anciens nazis, notre confrère fut acquitté par le tribunal de Dortmund le 13 mai 1964. Ce jugement fut annulé et un nouveau procès s'est ouvert le 25 octobre 1965 devant le tribunal de Dusseldorf, ville où réside le bourreau d'Oradour, le général SS Lammerding.

L'intolérable réside dans des manifestations de cette nature.

Gérard Constant.



(Archives - T. S.)

La libre entreprise est-elle une excuse ?

d'assouvir une vengeance en considérant comme collectivement coupable l'ensemble d'une nation. Ce qui importe aujourd'hui, c'est, bien sûr, la condamnation des auteurs et des complices de crimes épouvantables, mais c'est aussi la méditation de la totalité des jeunes sur le processus d'un tel aboutissement.

C'est nécessaire : c'est un impératif absolu.

Aussi, nous ne pouvons que déplorer que la République Fédérale allemande ait autorisé, dimanche dernier, une « rencontre amicale » d'anciens membres des trop fameux SS.

D'autant que cette réunion n'est plus une surprise, en Allemagne, puisque c'est la 11^e du genre et qu'un porte-parole de Bonn n'a pas caché qu'il n'y avait rien d'illégal à reprocher aux organisateurs de cette rencontre.

RENCONTRE AVEC GABRIEL GARRAN

directeur du Théâtre de la Commune d'Aubervilliers

On ne présente plus Gabriel Garran, on ne le présente pas car, au Théâtre de la Commune d'Aubervilliers, l'entreprise est d'abord collective et les noms propres correspondent d'abord à des fonctions dans la troupe (dix-neuf salariés) et surtout à des postes où seule l'efficacité compte. « Je n'aime pas ce mot, mais l'apostolat c'est ce que nous faisons », dit Garran, qui me reçoit à vingt-quatre heures de la première représentation des *Chiens* de Tone Brulin. La pièce est directement inspirée du drame de l'apartheid tel qu'il est vécu en Afrique du Sud. A vingt-quatre heures de l'heure H, c'est l'impatience, la nervosité mais aussi une certaine sagesse qui permet de faire le point...

— ... Tone Brulin, un auteur belge, acteur qui est passé à l'Actor's Studio, au Royal Shakespeare Theater et qui, maintenant, travaille à la T.V. belge. Il a notamment monté *Ping-Pong* d'Adamov et *En attendant Godot*... Et puis, un jour, il y a ce contrat unique à Johannesburg. Là, Brulin rencontre les réalités de l'apartheid, fréquente les Blancs libéraux qui, dans des conditions difficiles, mènent un combat dont il est vain de mesurer l'apreté. Retour d'Afrique du Sud, il s'arrête au Ghana et, d'une traite, écrit *Les Chiens*.

— Qu'est-ce que vous pensez de la pièce ?

— Nous avons essayé de l'envisager et de la traiter sur trois plans. D'une part, il s'agit d'une enquête policière. D'où le suspens et un certain attrait immédiat. Ensuite, il y a le cas d'une sorte de famille sudiste où se produit ce que l'on pourrait appeler une désintégration de type faulknérien. Les Blancs sont à la fois bourreaux et victimes. D'où cette dialectique si particulière qui, nous l'espérons, passera à la scène. Enfin, il y a le thème de l'apartheid. C'est avant tout pour l'aborder que nous avons choisi *Les Chiens*. A travers cette représentation, c'est un dossier que nous ouvrons...

— Un dossier qui, dans une certaine mesure, concerne toutes les situations analogues. *Les Chiens*, c'est aussi les Noirs aux U.S.A., ce sont

les Antillais... A la lecture de l'œuvre, on perçoit une certaine universalité du propos, bien que les formes d'expression puissent peut-être prendre une coloration plus spécifique, plus localisée... Dans cet ordre

risque de mystique. Puis il y a le théâtre expérimental, ce que l'on nomme l'avant-garde. A mon avis, cette forme, si répandue actuellement, constitue une fuite en avant dans l'esthétique que seule suit une

gne. Dans cette optique, nous allons monter un spectacle de Peter Weiss... Piscator, Ingmar Bergman, le Berliner Ensemble l'ont également inscrit à leur répertoire de cette année.

— Que pensez-vous d'Edward Albee ?

— Du Bernstein, ni plus, ni moins (ce n'est pas mon opinion - N.D.L.R.). *Les Paravents*, de Genêt ? Dommage que cette pièce sur l'Algérie n'ait pas été représentée à l'époque...

Quatre millions pour la saison !

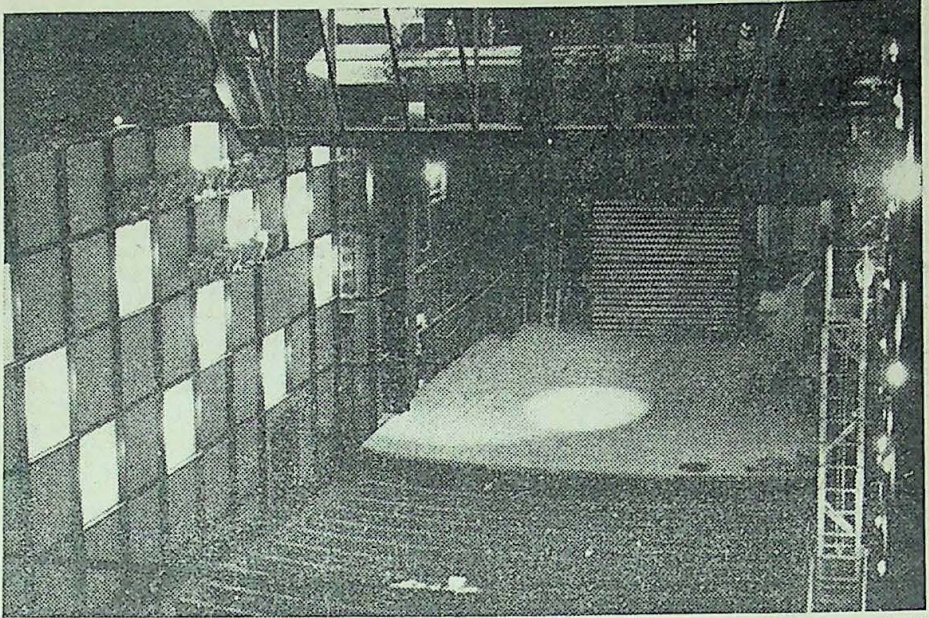
— L'entreprise d'Aubervilliers, c'est un peu comme une fusée à trois étages. Au départ, un groupe artistique local qui fait naître le besoin d'une création locale. Deuxième temps, plusieurs années de représentations dans un gymnase. Pendant ce temps, avec René Allio, nous préparons le bâtiment et la salle actuels. Lorsque nous en prenons possession, il y a eu un long conditionnement. L'an dernier, première saison continue, bien que courte. Prise de contact avec 415 collectivités. Une intense propagande. Et si je n'hésitais pas sur le terme, je parlerais d'un véritable quadrillage de la localité (un demi-million d'habitants). Avant, il y avait les salles de la capitale et ce qui se faisait en province. Entre les deux, un « no man's land ». Un « no man's land » qui découlait de la mainmise séculaire de la bourgeoisie sur l'expression théâtrale. Nous avons tenté une percée. Pour l'année 1964-65, nous avons touché, d'une manière ou d'une autre, 58.000 spectateurs, soit 1 habitant sur 70 dans la commune (à la fin de l'année, nous espérons atteindre la proportion de 1 sur 50).

— Le dialogue avec ce nouveau public vous a-t-il paru efficace ?

— Oui. Nous nous y efforçons, notamment à travers la pratique des débats. Quatorze sur *Andorra*, où les jeunes furent les plus actifs. Douze à propos de *La Mort d'un commis voyageur*. Les spectateurs semblaient trouver là, comme un écho de leurs conditions de vie quotidienne. La précarité d'une société fondée sur le crédit... Malheureusement, nos subventions sont limitées. L'Etat nous alloue 4 millions ! La municipalité, 20 ! Le conseil général, 10, sur lesquels nous ne sommes sûrs de toucher que 4 millions. Quant aux recettes, au maximum, nous ne pouvons prétendre qu'à 250.000 anciens francs pour une soirée totalement réussie. Je dois vous dire que, sur ce plan, je suis plus qu'inquiet. Passerons-nous le cap ? D'autant que nous ajoutons d'autres activités complémentaires : ciné-clubs, marionnettes, concerts en liaison avec l'O.R.T.F., etc.

Je quitte Garran, c'est un homme tenace sous son apparence discrète et modeste. Loin des faux bruits, il marque des points, poursuit sa marche. Grâce à sa troupe, l'apartheid pénétrera les consciences et les cœurs. Le vrai théâtre n'en sera pas le moindre bénéficiaire ! Rendez-vous à Aubervilliers !

(Interview recueillie par Claude Glayman)



Une nouvelle salle conçue par René Allio.

d'idées, comment situez-vous la pièce de T. Brulin par rapport à l'ensemble de vos représentations et par rapport à ce qui se monte actuellement sur les scènes parisiennes ?

Pour Ionesco prenez le métro

— Nous sommes une génération de transition. Notre devise : un théâtre, un public, un répertoire. Mais il est évident que nous ne faisons que débroussailler pour l'avenir. Car le théâtre populaire n'existe pas, ou du moins pas encore. Le théâtre n'est pas populaire, il faut le rendre populaire... Aujourd'hui, on peut schématiquement considérer le théâtre sous trois angles. Le théâtre de répertoire. Ce fut l'œuvre des centres dramatiques, tout comme les ciné-clubs ont permis de diffuser les grandes œuvres du cinéma. C'est utile, mais il y a un

élite. Pour notre public, dans l'imédiat, cela ne le concerne pas. C'est une affaire de spécialistes. D'ailleurs, si on y réfléchit bien, pour voir du Ionesco ou de l'Audiberti, il suffit de prendre le métro et d'aller au « Français ». Je ne crois pas qu'il soit intéressant de mettre en scène pour la sixième fois tel spectacle de Beckett, auteur que j'aime pourtant beaucoup... Ce qui ne saurait signifier pour autant que je méprise ce que j'appelle la formulation esthétique, tout au contraire. Car il existe une troisième catégorie d'expression théâtrale, celle à laquelle je m'attache. Faut-il n'y rechercher que les thèmes ? Vieille querelle que je ne vais pas ranimer. Mais disons, si vous voulez, que Gatti représente à mes yeux la meilleure formulation de cette recherche. Le propos esthétique n'en est pas absent. C'est ce que l'on produit à une autre échelle, aussi bien en Allemagne qu'en Grande-Breta-



« Noirs et Blancs à Aubervilliers » (Catherine Ruvel et Biti Moro).

(Archives - T. S.)

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
**LA VIEILLE DAME
INDIGNE**

CINÉMA

Piège pour Cendrillon

d'André Cayatte



Dany Carrel : remarquable en tout pour...

Voilà, comme Le Tonnerre de Dieu, un film fait sur mesure, pour le public d'un cinéma commercial de bonne facture. Piège pour Cendrillon, adapté du roman de Sébastien Japrisot, n'ennuiera personne. Là, est l'essentiel de l'œuvre d'André Cayatte. L'histoire, assez embrouillée, est celle d'une amnésique. Qui est-elle? Michèle, la riche héritière? Dominique, la petite employée d'un garage? Ou alors?...

Ces trois rôles sont magistralement interprétés par Dany Carrel. Remar-

quable en tout point, elle entre d'emblée au paradis des très grandes comédiennes. Pas une fausse note, pas une faille. Madeleine Robinson, qui lui donne la réplique, soutient difficilement la comparaison et ce, malgré le talent énorme déployé à chacune de ses apparitions.

Laissons-nous prendre au piège tendu par Dany Carrel et remercions André Cayatte de l'avoir si bien employé.

J.-L. Cayeux.

LIVRES

Théâtre populaire, théâtre d'avenir?

Ce n'est pas une réflexion à court terme, entachée de jugements subjectifs que nous propose M. E. Copferman dans son livre « Le Théâtre populaire, pourquoi? », mais bien au contraire une vision très large des fondements et des tendances d'un art ballotté par la société qui le sécrète et elle-même en pleine évolution. Et il situe cette réflexion dans le cadre de cette civilisation des loisirs que notre société élabore, ce qui permet à l'auteur d'extrapoler le problème central du « théâtre populaire ».

Mais, en fait, quelle idéologie recouvre ces termes de « théâtre populaire »? Après un bilan historique des différentes étapes de l'art de la scène depuis le siècle dernier, étapes successives qui reflètent des sociétés différentes: romantisme, naturalisme, symbolisme où le théâtre à la « fonction d'une estrade pour lettrés », M. Copferman évoque les premières tentatives de théâtre populaire, avec Romain Rolland et Firmin Gémier. Ses contours commencent à se dessiner avec la poussée croissante du socialisme, des mouvements ouvriers: un théâtre du plus grand nombre sans discrimination sociale, un répertoire qui concilie les aspirations des diverses couches sociales du public. Mais cette idéologie ne se renforce qu'à partir de 1945 et plus particulièrement avec les expériences du T.N.P., du Théâtre de la Cité, à Villeurbanne, et des centres dramatiques de province dont l'auteur décrit la genèse et l'évolution périlleuse, ainsi qu'avec les expériences de décentralisation théâtrale de la banlieue parisienne qui sonnent le glas du monopole des théâtres de la capitale.

L'auteur dégage aussi très clairement les deux tendances opposées et extrêmes du théâtre contemporain: la tendance d'Erwin Piscator qui, en 1920, définit le théâtre populaire comme « un moyen politique, un instrument de propagande » et la tendance de Jacques Copeau qui, en 1941, affirme que le théâtre doit être un théâtre de communion et non de classe.

Les structures économiques de l'entreprise théâtrale ne doivent plus être négligées et ce n'est pas dévaluer l'art de la scène que d'évoquer son aspect économique et d'analyser les raisons justifiant l'intervention financière des Pouvoirs publics. M. Copferman l'exprime en des termes vigoureux, débarrassés de ce langage mystique qui qualifie parfois le théâtre et qui masque trop souvent la réalité.

Mais il ne livre pas qu'un état descriptif du théâtre populaire: il s'interroge sur les chances de survie de l'art face à une société marquée du sceau de la technique où « l'industrie de l'amusement » paraît incompatible avec la qualité artistique. Il dénonce ainsi la « fausse alternative: art de masse altéré » ou « art d'élite purifié » devant laquelle l'opinion publique est tentée d'enfermer l'art, et le théâtre en particulier. Mais celui-ci porte en lui son propre dynamisme: ses animateurs doivent donc assurer leurs responsabilités devant le danger de la technique, et contribuer ainsi à l'émancipation d'une société qui, même dans l'avenir, ne pourra pas vivre sans art.

F. L.

Le Théâtre populaire, pourquoi?, par Emile Copferman. Maspéro, éditeur. Prix: 12,30 F.

MUSIQUE

Que nous réserve l'Opéra?

L'Opéra vient de communiquer ses principaux projets pour la saison 1965-1966. L'intérêt des œuvres choisies (Wozzeck, Tristan, Othello, Don Carlos, Falstaff, Iphigénie), le talent des interprètes annoncés et la personnalité de certains metteurs en scène laissent penser que nous sortirons enfin des spectacles académiques et routiniers auxquels notre Opéra nous avait trop souvent habitués.

Lorsque nous rendrons compte de ces représentations, nous aurons sans doute l'occasion de dire pourquoi l'opéra peut être encore un spectacle total et comment il peut constituer une des formes les plus absolues de l'expression théâtrale moderne.

Parmi les metteurs en scène engagés cette année, Wieland Wagner et Franco Zeffirelli sont responsables de deux des plus passionnantes soirées de la saison précédente: Salomé et La Tosca. Il nous a donc semblé utile de commencer cette série de chroniques en partant de l'impression que nous ont laissée ces deux œuvres pour tenter d'indiquer l'esprit général des prochaines représentations.

Il y a, à première vue, beaucoup de ressemblance entre les spectacles montés par Wagner et Zeffirelli. La musique des deux opéras datant du début de notre siècle n'est pas des plus raffinées, malgré son incontestable efficacité dramatique. Les deux principaux rôles, écrasants, aussi bien sur le plan vocal que sur le plan scénique, étaient interprétés par de véritables tragédiennes lyriques (Callas et Silja). Enfin, les deux représentations avaient été entièrement élaborées à partir d'une conception totale et cohérente de l'œuvre et non plus autour de quelques vedettes, comme c'est trop souvent le cas.

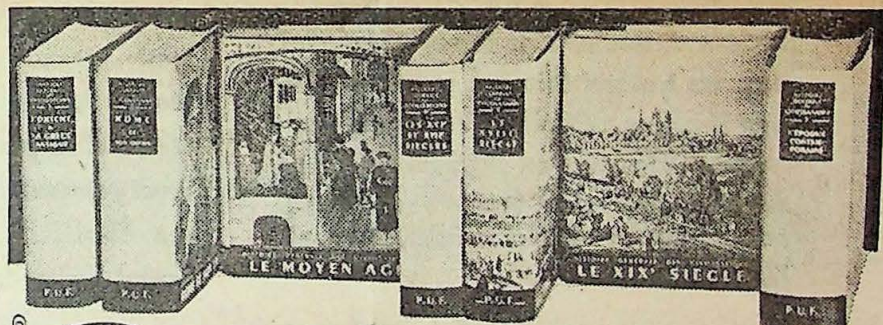
Là, s'arrêtent les points communs, car le parti pris de Wagner est diamétralement opposé à celui de Zeffirelli. Certes, les œuvres appartiennent à deux esthétiques différentes, mais on sait assez que Wagner n'hésite pas à plier des œuvres typiquement italiennes (Aïda) à sa concep-

tion générale d'un spectacle d'opéra symbolique et dépouillé, pour penser que l'opposition n'est pas, due seulement à la différence des œuvres. Il y a des constantes dans le travail de Wagner: la lenteur des gestes, le hiératisme des attitudes, le jeu des lumières sur des décors et des costumes très stylisés font de ses spectacles un monde étrange qu'animent quelques grandes passions humaines et de magnifiques éclats de voix. Sans doute le point de vue de Wagner s'est justifié, à l'origine, contre les excès de machinerie de son aïeul; il conviendra cette année, au cours des représentations de Tristan, d'en préciser la portée et d'en distinguer les limites.

Zeffirelli, avec La Tosca, a tenté de concilier réalisme et romantisme. Il a voulu respecter la vraisemblance des décors et des costumes, sans négliger leur beauté. Les mouvements de foule, harmonieusement réglés, sont suffisamment différenciés pour qu'une impression de souplesse et de vie s'en dégage. En évitant le piège du réalisme total, Zeffirelli a su conserver au spectacle d'opéra la dignité qui est la sienne; mais la scène est animée, les personnages vivent leur passion dans ses moindres détails avec une singulière richesse d'attitudes et d'inflexions qui font qu'on peut attendre avec impatience le futur Falstaff.

Les travaux de W. Wagner et de Zeffirelli ont, en commun, le mérite de traduire quelques-unes des nouvelles exigences de la mise en scène lyrique qui devraient faire de quelques-uns des prochains spectacles de l'Opéra les moments les plus enrichissants de la saison dramatique et musicale. Il reste que ces soirées ne seront malheureusement accessibles qu'à un petit nombre. Pour des raisons d'organisation et de prix, sur lesquelles nous reviendrons, l'Opéra est encore le type même du théâtre de classe. Nous ne devons pas, pour autant, le négliger.

Bernard Sizaïre.



pour 36 F par mois

HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS complète en 7 volumes illustrés

La critique internationale
La plus belle histoire "humaine" que nous possédions. Mercure de France. Une admirable équipe, Education Nationale. Une réalisation de grand style, Le Parisien Libéré. Un soin qui fait honneur à l'édition française, Le Monde. D'une admirable vigueur scientifique, Il Giornale d'Italia. Un modèle de synthèse, American Historical Review. L'index français que l'histoire peut être présentée à un public plus vaste que celui des érudits, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. Economic History Review. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. Die Neue Gesellschaft. La qualité du papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. Miroir de l'Histoire. D'une utilité exceptionnelle. La Croix.

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme: décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'inspecteur Général Maurice Crouzet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histoires universelles, mais infiniment plus d'attrait et indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques: chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée.

La collection complète des 7 volumes, est offerte par la librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes: 12 mensualités de 36 F ou 3 versements de 135 F ou 390 F comptant. Elle est expédiée franco de port et d'emballage avec droit de retour. Vous pouvez ainsi recevoir les volumes pour examen et si vous êtes déçu, les renvoyer dans les cinq jours dans leur emballage d'origine. Certains tomes étant en voie d'épuisement postez donc dès aujourd'hui le bon ci-dessous pour ne pas manquer cette occasion d'embellir votre bibliothèque de cette œuvre magistrale.

BON à adresser à la Librairie PILOTE 22, rue de Grenelle PARIS 7^e
Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS... Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 7 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai 390 F comptant, en 3 mensualités de 135 F en 12 mensualités de 36 F.
Nom..... Profession.....
Adresse.....
N° de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

SIMPLES REFLEXIONS SUR L'AFFAIRE MEHYAOUI

par Pierre VIDAL-NAQUET

KADDOUR MEHYAOUI, préparateur en pharmacie algérien, a-t-il tué, dans des conditions atroces quatre personnes, à Origny (Aisne) en septembre 1962 ? Tel était le débat qui semblait s'ouvrir le 18 octobre dernier devant la cour d'assises de l'Aisne, séant à Laon, comme on dit en langage juridique. Je dis bien : « semblait s'ouvrir », car pour qu'un débat soit honnête encore faut-il que les pièces ne soient pas truquées. Certaines l'étaient, et chacun le savait : pour corser un dossier insuffisant et dépourvu de preuve juridique un officier de police adjoint, Loiseau, n'avait pas hésité à forger un, puis deux faux purs et simples. Le miracle est que ces faux aient été reconnus comme tels, le miracle est que Loiseau, en dépit de l'obstruction d'un juge d'instruction, ait été finalement inculpé : il risque théoriquement les travaux forcés à perpétuité. Du coup il affirmerait qu'il n'est pas le seul coupable. Mehyaoui est Algérien : il est en détention préventive depuis quatre ans ; Loiseau est Français et policier, il est en liberté provisoire.

Quand le débat s'ouvre, à Laon, les avocats de Mehyaoui, M^e Jacques Blandrol, M^e Alain Blandrol, et notre ami, M^e Pierre Stibbe, demandent qu'on veuille bien surseoir au procès Mehyaoui en attendant que Loiseau soit jugé. Le procureur de la République, la partie civile s'y opposent. La demande est pourtant logique, car les faux, ou du moins leurs photocopies, sont toujours dans le dossier, et comment parler de l'affaire Mehyaoui si l'on ne parle pas de l'affaire Loiseau ce qui est interdit puisqu'elle est à l'instruction ? Que va faire le tribunal ? Tant d'arrests iniques et infâmes ont été rendus par la justice de ce pays quand des Algériens étaient en cause qu'on peut tout redouter. Et pourtant l'exceptionnel s'est cette fois produit : une décision de justice qui soit juste, quand il s'agit d'un Algérien ; la cour a fait droit aux conclusions de la défense et le procès a été renvoyé ; Mehyaoui pourtant restera en prison et Loiseau en liberté. Il ne faut pas être trop exigeant. Disons-le aussi franchement : dans

cette affaire la presse a, dans l'ensemble, rempli son devoir, et c'est un de nos confrères du Figaro, Denis Périer-DaVILLE qui, le premier, a alerté l'opinion sur les faux-Loiseau, répliques fort exactes du faux-Henry.

Le miracle se prolongera-t-il ? Verrons-nous Loiseau jugé, publiquement, et condamné, avec s'il en a, tous ses complices ? Verrons-nous l'affaire d'Origny éclaircie, soit qu'une preuve formelle de la culpabilité de Mehyaoui soit apportée, ce qui me semble pour ma part douteux, soit que l'on reconnaisse que dès le début l'enquête a été viciée par les « préjugés » que l'on ne connaît que trop ? Ne soyons pas trop optimiste ! Dans l'immense majorité des cas, un policier est « hors-la-loi »... en ce sens qu'il n'en est jamais victime. Que l'on nous apporte la preuve du contraire, et sans oublier l'impunité des assassins du 17 octobre 1961 (se souvient-on que nous venons de passer le quatrième anniversaire de leurs crimes ?), nous nous en réjouissons, sincèrement. Nous attendons.



(Montage-photo : « Droit et Liberté ».)

Racisme : un fléau à combattre sans relâche...